

RECouvreMENT D'AVOIRS ET EXTRADITION DE CRIMINELS

L'Algérie déterminée à resserrer l'étau P. 5

CRÉSUS
QUOTIDIEN

www.cresus.dz

In medio stat virtus

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Les montants augmentent de 60%

Page 6



«LE G5 ET BARKHANE, SOLUTIONS PARTIELLES»
DANS LA LUTTE ANTITERRORISTE

Tebboune dit tout...

Répondant à une question sur l'efficacité du G5 au Sahel dans la lutte antiterroriste, le Président Abdelmadjid Tebboune a mis fin aux discours diplomatiques hypocrites en critiquant, avec objectivité, les desseins et moyens de cette coalition franco-sahélienne. Quelques vérités qui resteront dans les annales de l'anti-néocolonialisme... Page 3

LE PT SE DÉMARQUE DE L'APPEL AU REJET DES LÉGISLATIVES

Divergences au PAD

Au sein du Pacte pour l'alternative démocratique (PAD), les élections législatives du 12 juin ne constituent, certes, pas une priorité. Page 3

BELMADI APRÈS ALGÉRIE-MAURITANIE (4-1)

«Je ne crois qu'en la victoire»



Belmadi est ravi des grands débuts d'Ahmed Touba, titularisé pour la première, au même titre qu'Abdelkader Bedrane. Page 14

VISA POUR LA FRANCE

Reprise de l'instruction des demandes à partir du 17 juin



Les consulats généraux de France en Algérie reprendront progressivement à compter du 17 juin prochain l'instruction des demandes de visa présentées par des personnes se rendant en France. Page 4

CRÉSUS
In medio stat virtus

Quotidien national ■ Samedi 5 Juin 2021 ■ 7^{ème} année n°657 ■ Prix 20 DA ■ Étranger 1 euro

CARNETS DE CAMPAGNE

Le FLN et la peur de la fraude

Les partis politiques et les indépendants amorcent la dernière ligne droite de la campagne électorale qui mènera au 12 juin, jour fatidique pour la majorité d'entre eux. Pour cette dernière semaine, ils font le forcing pour attirer la foule mais aussi et surtout en promettant monts et merveilles...

Le leader du MSP, Abderrezak Makri, ne manque ni de culot ni d'audace. Habitué aux sorties extravagantes depuis qu'il sent toute proche la victoire, il a avoué hier à Mascara que son parti a battu la bande (issaba) : «Notre parti a triomphé de ceux qui fraudaient les élections d'avant le Hirak. La bande qui pratiquait la fraude contre le MSP a été battue. Et nous continuons notre lutte et nous voilà aujourd'hui devant vous !» lâche-t-il. Ceci ne l'empêche pas de lancer une autre flèche aux indépendants, ses véritables bêtes noires. «L'Etat ne peut pas se construire et avoir d'institutions fortes en l'absence de partis bien structurés et possédant un ancrage réel au sein de la population» ajoute-t-il parlant sûrement de sa formation. «Nous avons suffisamment de cadres experts dans leur domaine respectif et compétents pour amorcer un véritable plan de relance à travers des projets viables résultant d'expériences de pays qui ont déjà réussi» fait-il observer avec un petit clin d'œil à la Turquie son modèle. Enfin le patron du parti islamiste suggère au pouvoir d'ouvrir un «dialogue national consensuel» après les législatives pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale qui se «concertera sur un programme et une vision future de l'Algérie basée sur le développement». La veille à Oran, il a affirmé que sa formation politique «s'employait à ancrer le principe de la liberté». Makri a précisé que le MSP estime que «la première étape de l'édification de l'Algérie nouvelle réside dans la liberté, à commencer par des élections transparentes et régulières couronnées par une Assemblée populaire nationale forte à même de représenter le peuple et défendre ses intérêts».

Depuis l'indépendance du pays, le FLN a peur de la fraude. Son SG, Abou El-Fadhl Baadji l'a dit et répété hier lors du forum du



journal El Hiwar. Le SG du FLN qui ne croit pas à une fraude massive a émis des craintes que «certaines personnes liées à la bande qui activent toujours en sourdine» en arrivent à cette éventualité. Pour étayer ses preuves, il dira que son parti «exposera après les législatives le cas de 74 candidats non retenus qui ont fait l'objet», selon lui, d'un sabotage en bonne et due forme. «J'espère que l'ANIE sera réellement indépendante et pas uniquement avec le FLN mais avec tout le monde et nous nous ne tairons pas s'il y a des dépassements» a-t-il tenu à avertir lui qui promet une victoire éclatante de son parti. Faisant le bilan de son parti, il dira que le FLN qui a régné durant la période 1962-1989 «son bilan a été positif» estimant ensuite qu'après 1989 «on a gouverné à la place du FLN avec le résultat que l'on sait». Jeudi dernier, il a considéré que les prochaines élections «constituent un moyen efficace pour concrétiser les programmes des partis politiques qui siègeront dans la future Assemblée populaire nationale». Il a indiqué, dans ce sens, que les partis qui remporteront des sièges dans la prochaine APN «formeront le gouvernement et auront ainsi le contrôle de l'instance exécutive qui sera apte à mettre en œuvre leurs programmes». Le SG du FLN a ajouté que «tant que la volonté politique existe, tous les mécanismes d'application des programmes politiques seront acces-

sibles, à condition de respecter le principe de l'homme qu'il faut à la place qu'il faut». Il a précisé, en outre, que «si l'on ne choisit pas les compétences nous n'obtiendrons aucun succès», soulignant que «l'investissement véritable réside dans la ressource humaine. Nous avons de jeunes compétences et il ne reste qu'à instaurer un climat propice et élaborer un nouveau projet de société avec lequel nous investirons les divers domaines», a-t-il dit dans le même sillage.

RÉPARER TOUT CE QUI A ÉTÉ DÉTRUIT

Le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaïd, a souligné jeudi dernier à Sidi Bel-Abbès que l'Algérie nouvelle «se construit par tous ses enfants qui doivent assurer un changement positif par l'unité des rangs» soulignant à cet effet, la nécessité de «conjuguer les efforts de tous les partis pour sortir de la crise et de passer à l'étape de rationalisation et de gestion idéale des ressources diversifiées dont l'Algérie regorge».

Le président du Front El Moustakbal a estimé, par ailleurs, que «réparer ce qui a été détruit, à tous les niveaux durant les deux dernières décennies, n'est pas une chose aisée», tout en demandant au peuple «de faire preuve de patience et de sagesse». Il a également appelé à «changer les menta-

lités négatives, exploiter l'opportunité des législatives et choisir les candidats les plus appropriés pour le représenter à l'Assemblée populaire nationale pour réaliser le changement auquel il aspire». Le président de l'instance chargée de la gestion du parti Talaie El-Hourriyet, Rédha Benouanane, a indiqué à Ouargla que son parti croit en la démocratie. «Nous croyons en la démocratie et les élections législatives du 12 juin constituent une phase importante pour que tous participent à la construction d'un Etat fort qui réponde aux aspirations du peuple», a-t-il souligné.

Pour Benouanane, le changement «ne se réalisera pas avec le silence et le boycott de la vie politique, mais plutôt par le travail, main dans la main, pour développer le pays et lutter contre les différents fléaux, tels que la corruption». Il a ajouté que Talaie El-Hourriyet «n'est pas en train de faire de fausses promesses aux Algériens, mais une série d'engagements retenus dans le cadre de son programme électoral».

Pour le président du mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina «l'Algérie vit une crise d'hommes intègres et non pas une crise de programmes comme certains le font croire» assène-t-il. Prédissant ensuite une victoire de son parti le 12 juin prochain, Bengrina promet que le programme élaboré par son parti permettra de «donner la chance à toutes les catégories sociales» en vue d'un partage équitable des richesses du pays. Le président du FJD, Abdallah Djaballah, a appelé jeudi depuis la commune de Besbes à «consacrer un Etat démocratique populaire et social, axé sur la Déclaration du 1er Novembre 1954 et du Hirak béni qui a revendiqué un changement radical dans tous les domaines». Dénonçant la fraude lors des précédents rendez-vous électoraux ainsi que «la gabegie et différents dépassements ayant caractérisé le système de gestion et de gouvernance dans un passé récent» Djaballah a soutenu que le peuple est «souverain dans son choix et c'est à lui seul que revient d'élire des candidats aptes à apporter le changement espéré et assurer une prise en charge juste de ses préoccupations». Djaballah a mis ensuite l'accent également sur «l'importance de moraliser la politique», rappelant les objectifs du Hirak qui a revendiqué le fait «d'exercer le droit de choisir ceux en mesure de prendre en charge les préoccupations de citoyens, notamment des candidats honnêtes, compétents, jouissant de la confiance des citoyens et capables d'opérer le changement positif».

Mahmoud Tadjer

ELECTION D'UNE NOUVELLE APN

Le début d'un «changement profond»

L'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) constitue une étape «cruciale» dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle et doit marquer le début d'un «changement profond» des mentalités et des pratiques, ont indiqué des chefs de partis politiques au 15e jour de la campagne électorale pour les législatives du 12 juin. Le président de l'instance chargée de la gestion du parti Talaie El-Hourriyet Rédha Benouanane a affirmé dans ce sens que «les élections sont l'unique moyen d'opérer le changement escompté par le peuple algérien et contribuer à faire sortir le pays de la crise». Pour le président du parti El-Fadhl Baadji Tahar Benbaïbeche, les législatives du 12

juin marqueront le «début» du changement auquel aspirent les Algériens, d'où l'impératif de «réussir» ce scrutin «crucial pour l'avenir du pays», a-t-il soutenu lors d'un meeting à Médéa. Le président du Front El Moustakbal Abdelaziz Belaïd a souligné à Sidi Bel-Abbès que la participation aux prochaines législatives est «nécessaire» pour l'édification de l'Algérie nouvelle par tous ses enfants qui doivent assurer un changement positif en maintenant «l'unité des rangs». Abondant dans le même sens, le président de Jil Djadid, Sofiane Djilali, a considéré à Maghnia (wilaya de Tlemcen) que les législatives «constituent une opportunité pour le peuple algérien de contribuer au chan-

gement pour un avenir meilleur du pays». Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN) Abou El-Fadhl Baadji a relevé de son côté que les législatives représentent un «moyen efficace pour concrétiser les programmes des partis politiques qui siègeront dans la future Assemblée». Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP) Abderrezak Makri a soutenu à Tlemcen que le changement «commence par l'organisation d'élections transparentes et intègres qui consacrent la volonté du peuple et permettent de former un Parlement libre».

Synthèse R. N.

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com

cresusdz@gamil.com
Fax : 021 65 77 85

REDACTEUR EN CHEF
SAID MEKLA

Rédaction/Administration
MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1er MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz

Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger

Tirage :
4000 exemplaires

Publicité :
ANEP 01, rue pasteur, Alger

Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43

Fax : 021 73 95 59

«LE G5 ET BARKHANE, SOLUTIONS PARTIELLES» DANS LA LUTTE ANTITERRORISTE

Quand Tebboune dit tout...

Répondant à une question sur l'efficacité du G5 au Sahel dans la lutte antiterroriste, Abdelmadjid Tebboune a mis fin aux discours diplomatiques hypocrites en critiquant, avec objectivité, les desseins et moyens de cette coalition franco-sahélienne. Quelques vérités qui resteront dans les annales de l'anti néocolonialisme...



Parmi les sujets abordés par le Président de la République lors de l'entretien qu'il a accordé au journal français *Le Point*, celui concernant la sécurité à nos frontières du Sud restera une référence pour la communauté internationale qui s'interroge sur la présence des troupes étrangères, françaises notamment, à travers un dispositif de lutte antiterroriste aux résultats peu probants. Le G5 Sahel a été créé sous l'impulsion de la France en fédérant cinq Etats du Sahel : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad dans un «cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité», selon son statut officiel énoncé à sa création en 2014.

LA MAUVAISE FOI DU G5

Invité à évaluer les performances de la coalition franco-sahélienne, Abdelmadjid Tebboune répond : «Le G5 pourrait être plus efficace s'il avait plus de moyens. Or, il n'en a pas, il a été créé pour contrer le Cemoc (état-major basé à Tamanrasset en Algérie, regroupant l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger, NDLR), qui était mieux doté.» On ne pourra pas reprocher au président algérien d'avoir choisi la langue de bois ni la formule diplomatique car c'est la première fois qu'une telle vérité a été assenée avec tant de franchise par un président algérien depuis les discours du défunt président Mohamed Boudiaf. De quoi remettre les sujets tabous sur la table au moment où la situation au Mali se dégrade sur le plan de la gouvernance suite au

nouveau coup de force des militaires putschistes. Il faut, en effet, rappeler que par-delà les bavures répétées de l'armée française qui ont coûté la vie à de nombreux civils dans le Septentrion malien, les opérations du G5 et de Barkhane rajoutent davantage à l'instabilité de la bande sahélo-saharienne qu'elles ne sécurisent ces espaces.

ANIMOSITÉ MAROCAINE

Mieux encore, le chef de l'Etat pointe du doigt le voisin marocain comme acteur hostile qui sabote la médiation internationale dont l'Algérie demeure la tête de file. «Dans ce territoire, certains s'opposent (le Maroc, NDLR) aux avancées de l'Algérie, essentiellement sur le dossier malien. Pour nous, il existe une volonté de saboter les Accords d'Alger (accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015).» Une dénonciation que Tebboune assume lorsqu'on lui demande si la réouverture des frontières ter-

restres avec le Maroc est actuellement envisageable et qu'il fait remarquer qu'«on ne peut pas ouvrir les frontières avec un vis-à-vis qui vous agresse quotidiennement.» Or, si le Royaume chérifien développe tant d'animosité à l'encontre de l'Algérie c'est en raison principalement de la position du peuple algérien en faveur de la décolonisation du Sahara occidental occupé par les Marocains depuis le retrait des Espagnols. Une occupation colonialiste qui bénéficie du soutien de la France, favorable au plan d'autonomie marocain dont elle a inspiré les grandes lignes au grand dam du droit international.

VOCATION RÉGIONALE

Par ailleurs, le chef de l'Etat, ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées, a aussi réaffirmé la détermination de l'ANP à assumer son rôle à la hauteur de la vocation régionale de l'Algérie même à l'extérieur de ses frontières

comme le lui permettent les dispositions de la nouvelle Constitution. «La Constitution algérienne autorise désormais ce type d'intervention (à l'extérieur des frontières-NDLR), mais la solution n'est pas là. L'Algérie ne laissera jamais le Nord du Mali devenir un sanctuaire pour les terroristes, ni ne permettra une partition du pays.» Une façon de résumer la stratégie algérienne qui préconise la défense de la souveraineté des Etats tiers plutôt que le soutien aux régimes afin de sortir du piège de l'instabilité chronique comme c'est le cas au Mali depuis l'année 2012 au détriment du peuple malien et de la sécurité régionale. En ce sens, le président algérien s'oppose à la vision limitée à la dimension sécuritaire du problème sahélien : «Il ne s'agit pas uniquement d'un programme de lutte antiterroriste. Le Sahel est composé de pays que l'Algérie a l'obligation d'aider dans la reconstruction de leurs Etats (...) Pour régler le problème au Nord du Mali, il faut y redéployer l'Etat. Via les accords d'Alger, nous sommes là pour aider Bamako, ce que nous faisons déjà avec la formation des militaires maliens.» Le président algérien résumant ainsi la doctrine de bon voisinage et de non-ingérence chère à l'Algérie indépendante en explicitant pourquoi «le G5 ou Barkhane sont des solutions partielles» comme le savent toutes les parties qui souhaitent réellement un retour à la paix dans ce vaste territoire regorgeant de richesses mais appartenant à des peuples qui ne sont pas dupes. Les réponses du chef de l'Etat algérien sur ces questions géopolitiques confirmant qu'il ne saurait y avoir de relations «de souverain à suzerain, mais d'égal à égal» en matière économique ou dans le domaine de la lutte commune contre le terrorisme international.

Nordine Mzala

L'islamisme «qui ne gêne pas»

Au cours de l'entretien qu'il a accordé au journal français *Le Point*, le Président de la République a écarté à la fois le scénario d'un boycott massif et celui d'une problématique victoire par défaut au bénéfice des islamistes. En ce qui concerne le taux de participation, Abdelmadjid Tebboune a avancé «Ce que j'observe à travers tout le pays ne dit pas que les Algériens, dans leur majorité, sont opposés aux élections législatives (...) Je sais qu'il y a un engouement pour ces législatives, notamment chez les jeunes, alors que tout récemment, ils ne s'inscrivaient même

pas sur les listes électorales.» A propos de l'électorat islamiste qui serait en embuscade, le président de la République relativise à la fois leur victoire mais surtout réfute la thèse d'une crise de gouvernance possible en cas de majorité verte. «L'islamisme en tant qu'idéologie, celle qui a tenté de s'imposer au début des années 1990 dans notre pays, n'existera plus jamais en Algérie. Maintenant, l'Islam politique a-t-il bloqué le développement de pays comme la Turquie, la Tunisie, l'Égypte ? Non. Cet islam politique-là ne me gêne pas, parce qu'il n'est pas au-dessus des

lois de la République, qui s'appliqueront à la lettre.» Déclaration tactique pour maintenir mobilisé le courant islamiste jusqu'au jour du scrutin comme lors du vote portant adoption de la nouvelle Constitution ou conviction d'un président qui se veut rassembleur, la banalisation d'une éventuelle domination islamiste à l'APN apparaît, selon de très nombreux internautes, comme une prise de risque qui rappelle de mauvais souvenirs.

N. M.

LE PT SE DÉMARQUE DE L'APPEL AU REJET DES LÉGISLATIVES

Divergences au PAD

Au sein du Pacte pour l'alternative démocratique (PAD), les élections législatives du 12 juin ne constituent, certes, pas une priorité. Mais ce n'est pas pour autant qu'un membre vienne imposer sa position sur les autres. C'est ce à quoi s'oppose le Parti des travailleurs (PT) qui, dans une mise au point publiée jeudi, remet en cause le contenu du dernier communiqué de ce camp des démocrates à travers lequel un appel a été lancé aux Algériens pour rejeter le scrutin. Les divergences au sein du PAD sont, désormais, étalées sur la place publique. Le parti de Louisa Hanoune juge que le peuple algérien n'a besoin d'aucune orientation, étant capable de faire preuve de discernement. «Le Secrétariat permanent du bureau politique rappelle que le comité central du parti a décidé la non-participation aux législatives du 12 juin courant. C'est-à-dire, la non présentation de listes et le non parrainage de listes», précise le PT. Une décision de laquelle a découlé, ajoute-t-il, une autre position : celle de «la non-participation à la campagne électorale sous quelque forme que ce soit». Là, la liaison est immédiatement faite et il ne restait plus aucun doute que le PT recadrerait ses alliés notamment le RCD, l'UCP, le MDS et le PST. La veille, soit le 2 juin, le PAD avait appelé les Algériens à rejeter les élections. «Face à un pouvoir qui veut en faire une bataille décisive

pour sa pérennité, le PAD appelle les Algériennes et les Algériens à disqualifier le simulacre électoral du 12 juin par un rejet résolu, pacifique et massif», avait-il écrit. Et d'estimer qu'il s'agissait du «meilleur moyen de rapprocher et rendre incontournable l'heure d'une transition démocratique indépendante et d'un processus constituant souverain permettant au peuple d'exercer effectivement sa souveraineté». Pourtant, ce n'est pas l'avis du PT qui siège au sein du PAD. Pour ce parti qui «lutte pour que s'exprime la souveraineté populaire», il «ne saurait s'ériger en tuteur ni en porte-parole du peuple». «Le PT qui milite pour le libre arbitre de chacune et chacun, considère que le peuple algérien qui a déjà démontré sa capacité de discernement, saura dégager la position qu'il juge conforme à ses aspirations et priorités», a ajouté le parti de Louisa Hanoune, soutenant que sa position «est connue de toutes et tous». En se démarquant indirectement de l'appel du PAD, le Parti des travailleurs commence à prendre ses distances d'avec un groupe quelque part influencé par le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). D'ailleurs, c'est le parti de Mohcine Belabbas qui a décidé du rejet des élections législatives. L'appel du PAD aux Algériens pour «discréditer» le vote ne peut, de ce fait, être que l'œuvre du RCD.

MAIN BASSE DU RCD ?

Quoi qu'il en soit, le PAD lancé en juin 2019, a déjà connu, par le passé, deux défections de taille. D'abord, le Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD), qui, en novembre de la même année, a décidé de claquer la porte suite «à la volonté affichée par certains membres de permettre à l'islamiste Abdallah Djaballah de rejoindre ce regroupement politique».

Novembre 2020, c'est au tour du Front des forces socialistes (FFS), de quitter le navire. Son premier secrétaire national, Youcef Aouchiche, dira alors lors d'une conférence que le PAD était «une structure basée sur l'idéologie», et qui «divise plus qu'elle ne rassemble au sein du Hirak notamment». Pour lui, «l'échec» du PAD était déjà consommé. Composé de huit membres au début, le PAD est désormais réduit au RCD, PT, MDS, PST et UCP en plus de la LADDH de Nouredine Benissad. La dernière sortie du PT pourrait bien l'emmener à rompre les liens avec ce conglomérat de la mouvance démocratique. Ce serait alors la mort certaine pour le PAD et sa proposition de sortie de crise à travers un processus constituant.

A. M.

VISA POUR LA FRANCE

Reprise de l'instruction des demandes à partir du 17 juin

Les consulats généraux de France en Algérie reprendront progressivement à compter du 17 juin prochain l'instruction des demandes de visa présentées par des personnes se rendant en France.

Tous les voyageurs désirant se rendre en France pour motif professionnel et justifiant avoir obtenu par le passé un visa de circulation délivré par la France sont concernés indique jeudi dernier un communiqué de l'ambassade de France en Algérie. «Afin d'anticiper une levée de ces restrictions d'entrée sur le territoire français, dont la date n'est pas encore connue à ce jour, les consulats généraux de France en Algérie reprendront progressivement à compter du 17 juin 2021 l'instruction des demandes de visa présentées par des personnes se rendant en France pour motif professionnel et justifiant avoir obtenu par le passé un visa de circulation (visa de court séjour à entrées multiples) délivré par la France, d'une validité d'au moins un an et arrivé à expiration après le 1er novembre 2019», a précisé le communiqué. Outre cette catégorie de demandeurs, le communiqué souligne que «les conjoints de Français, ainsi que ceux de ressortissants de l'Union européenne, pourront également déposer leur dossier», précisant que «les demandes, quelle que soit la qualité du demandeur, seront reçues sur rendez-vous qu'il sera possible de prendre en ligne à compter du 9 juin 2021 selon le processus habituel». La même source précise aussi que le contrôle des conditions de dépôt des demandes «sera effectué à l'entrée du



centre» et que les personnes qui ne seraient pas en mesure de justifier qu'elles remplissent ces conditions «ne seront pas admises», soulignant que «la délivrance d'un visa n'autorise pas nécessairement le franchissement de la frontière», qui demeure soumis aux «restrictions exceptionnelles mises en œuvre depuis le 31 janvier 2021 en raison de la pandémie de la Covid-19». L'ambassade de France a ajouté, dans son communiqué, que «seules quelques catégories de voyageurs», dont la liste figure sur l'attestation de déplacement internationale consultable sur le site du ministère français de l'Intérieur (www.interieur.gouv.fr/Actualites/L-actu-du-Ministere/Attestation-de-deplacement-et-devoyage), sont autorisées à

entrer en France, «sous réserve de disposer des documents requis habituellement pour l'entrée et le séjour en France tels que passeport, visa, titre de séjour». Outre ce régime de circulation, le communiqué note que «le voyageur de plus de onze ans, quelle que soit sa nationalité, doit présenter à la compagnie de transport et aux autorités de contrôle à la frontière, le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique (RT-PCR Covid-19) datant de moins de 72 heures avant le départ (départ du premier vol en cas de voyage avec correspondance) et ne concluant pas à une contamination par la Covid-19, une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne présente pas de symptôme

d'infection à la Covid-19 et qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de Covid-19 dans les quatorze jours précédant le voyage». Dans sa déclaration d'honneur, le voyageur de plus de onze ans doit attester aussi, selon la même source, qu'«il accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire français, qu'il s'engage à respecter un isolement volontaire de sept jours après son arrivée en France métropolitaine et à réaliser au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique (PCR)».

R. N.

ALORS QUE 90% DE BILLETS ONT ÉTÉ VENDUS PAR AIR ALGÉRIE

Reprise du trafic aérien à Constantine

Le trafic aérien a repris hier à l'aéroport Mohamed Boudiaf de Constantine après un arrêt de plus d'une année, avec un premier vol en provenance de Tunis. Un protocole sanitaire de prévention a été mis en place de concert avec tous les intervenants concernés (direction de l'aéroport, la compagnie Air Algérie, direction de la Santé et de la population, la Protection civile et les services de sécurité entre autres) pour accueillir 270 passagers en provenance de Tunis. Toutes les dispositions recommandées en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle ont été prises et «seront appliquées conformément aux directives du comité scientifique de suivi et de lutte contre la pandémie de Covid-19», fait-elle remarquer, indiquant qu'une cellule de suivi a été mobilisée par l'aéroport pour «veiller au strict respect de toutes les mesures préventives», a-t-elle ajouté. Par ailleurs, et à leur arrivée, les passagers seront transportés par bus de la wilaya, vers l'hôtel Protea, au centre-ville, pour un confinement obligatoire d'une durée de cinq jours. Air Algérie a réussi à écouler 90 % des billets retour à la faveur de la réouverture partielle des frontières aériennes depuis le 1er juin a indiqué hier le directeur de la communication au sein de la même entreprise, Amine Andaloussi. Ce dernier qui s'exprimait sur les ondes de la Radio nationale, a expliqué que «90% des places offertes de retour des pays concernés par la réouverture partielle des frontières ont été réservées via la plate-forme numérique d'Air Algérie». Ce responsable n'a pas écarté d'élargir la liste des destinations retenues jusque-là à condition de respecter rigoureusement le protocole sanitaire contre la propagation du Covid-19.

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE ZITOUNI REÇOIT L'AMBASSADEUR FRANÇAIS GOUYETTE

Le dossier mémoriel largement évoqué

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb, Zitouni a passé en revue, jeudi dernier avec l'ambassadeur français, François Gouyette, les principales étapes franchies par les deux pays dans le cadre de l'ouverture du dossier de la mémoire, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère dans le cadre de la visite de courtoisie à la demande de l'ambassadeur français, les deux parties «ont examiné l'état des relations bilatérales et les voies et moyens de les renforcer et de les développer», tout en mettant en avant l'importance «de cristalliser la volonté liant les deux pays à même de consoli-

der et de promouvoir la coopération bilatérale», précise le communiqué. Après avoir présenté un aperçu sur les missions et les efforts consentis par l'Etat et à travers lui le ministère en matière de préservation de la mémoire nationale, la protection sociale et la prise en charge sanitaire des moudjahidine et des ayants-droit, Tayeb Zitouni a mis l'accent sur «l'importance qu'accorde l'Etat à cette catégorie honorable, ainsi que les réalisations enregistrées dans la conservation du patrimoine historique et culturelle en rapport avec la période de la résistance populaire, le mouvement national et la guerre de Libération nationale». Le ministre a salué «l'intérêt que porte le

président de la République au dossier de la Mémoire, à sa préservation et à sa promotion», soulignant que «ce dossier est aussi prioritaire que les autres dossiers en matière de coopération entre les deux pays». Pour sa part, l'ambassadeur français en Algérie a salué «les efforts consentis par le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit pour préserver l'héritage historique glorieux», se félicitant «des grands pas franchis par les deux parties pour surmonter les obstacles qui pourraient entraver le processus des relations bilatérales entre l'Algérie et la France, par l'ouverture des dossiers de la mémoire qui sont en cours de discussion à haut niveau».

DÉLIVRANCE DE VISA AUX ALGÉRIENS

L'ambassade turque rassure

L'ambassade de Turquie en Algérie, a apporté hier des précisions concernant la délivrance de visa aux Algériens, répondant aux rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux. En effet, l'ambassade de Turquie en Algérie a affirmé que les rumeurs stipulant que l'ambassade de Turquie en Algérie, ne délivre pas de

visas, sont «totalement fausses». A cet égard, l'ambassade a tenu à préciser qu'elle n'a jamais cessé de délivrer les visas et continuera à le faire. Ainsi, l'ambassade de Turquie a dévoilé les conditions d'entrée des voyageurs sur son sol, précisant que les ressortissants algériens ne sont pas soumis au confinement à leur

arrivée en Turquie. Pour cela, les Algériens devront être munis d'un visa en cours de validité, d'un test PCR négatif de moins de 72 heures, d'un carnet de vaccination d'au moins 14 jours délivré par les autorités sanitaires ou d'une preuve de guérison de Covid-19 des derniers 6 mois délivrée par les hôpitaux publics.

CONSEIL DU GOUVERNEMENT

Régularisation de toutes les assiettes foncières en sursis

Des projets de décrets exécutifs et des exposés intéressant les secteurs de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, de l'Energie et des Mines, de la Culture et des Arts, des Affaires étrangères, de la Numérisation et des Statistiques ont été examinés par le gouvernement lors d'une réunion présidée mercredi dernier par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

Le ministre de l'Intérieur a présenté un projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif n° 90-402 du 15 décembre 1990 portant «organisation et fonctionnement du fonds de calamités naturelles et de risques majeurs. La gestion des dégâts occasionnés par les catastrophes naturelles et technologiques requiert souvent le recours à des mesures complexes et multisectorielles, en sus de l'intervention de plusieurs acteurs afin de pallier ces problèmes. Cette complexité est accentuée par d'autres procédures organisationnelles, notamment celles ayant trait à la déclaration de la zone sinistrée, laquelle constitue une condition préalable dans la programmation des dépenses publiques consacrées à la prise en charge des catastrophes et des sinistrés. Au vu du soutien pour les pertes occasionnées s'élevant à 540 milliards de dinars, soit 5 milliards de dollars durant la période 2014-2018, le gouvernement a insisté sur «l'encouragement de l'assurance des biens» contre ce genre de risques et le renforcement de la prévention pour «éviter les constructions dans les régions menacées par l'effondrement». Le ministre de l'Energie et des Mines a présenté, de son côté, trois projets de décrets exécutifs: Le premier projet de texte porte sur «Le système d'autorisation pour l'exploitation des infrastructures et des structures dépendant des activités hydrocarbures», ainsi que les modalités d'approbation des études de risques relatives aux activités d'exploration. Le deuxième décret définit les «modalités de calcul du programme de cession des sites»



et leur «remise en état» concernant les «contrats de concession pour le transport par canalisation, la normalisation des coûts et leur révision périodique, le calcul des affectations annuelles et le transfert de propriété». Le troisième décret porte sur les «modalités de calcul des coûts des programmes de cession de sites et leur remise en état et la révision périodique de ce coût avec calcul et évaluation des affectations annuelles». Le ministre des Affaires étrangères a présenté un exposé sur «la diplomatie économique au service des entreprises algériennes». La série de

mesures opérationnelles initiées par le ministère des Affaires étrangères vise à «propulser et à hisser les capacités de compétitivité des opérateurs à accéder aux marchés étrangers et à établir des partenariats économiques gagnant-gagnant». S'agissant du secteur de la numérisation et des statistiques, l'exposé présente un plan de réhabilitation du système des statistiques algérien sur la base de la relance du Conseil national des statistiques et la modernisation de l'Office national des statistiques (ONS). Les ministres de l'Intérieur, des Finances, de l'Agriculture et de

l'Habitat ont signé un texte à caractère exécutif «visant la régularisation de toutes les assiettes foncières ayant permis la réalisation des programmes de logement et d'équipements publics». Cette opération se «veut une assurance pour des milliers de citoyens quant à l'obtention des actes de propriété de leurs logements et, partant, une fin à cette situation qui a duré plus de 20 ans». De même qu'il a été décidé de composer le Conseil national des statistiques et de l'élargir à des experts.

Synthèse R. N.

RECouvreMENT D'AVOIRS ET EXTRADITION DE CRIMINELS L'Algérie déterminée à resserrer l'étau

L'Algérie a mis l'accent, jeudi, sur la nécessité de renforcer la coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs et d'extradition des criminels, pour resserrer l'étau sur des parties impliquées dans des affaires de corruption et les priver de leurs acquis illicites. L'Algérie réaffirme la nécessité de renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale en matière de recouvrement d'avoirs et d'extradition des criminels, d'échange d'informations et d'assistance juridique mutuelle, conformément aux législations nationales pour «resserrer l'étau sur des parties impli-

quées dans des affaires de corruption et les priver de leurs acquis illicites», a souligné le ministre de la Justice, Belkacem Zeghmati. «L'Algérie souligne également que la gestion des actifs récupérés et leur utilisation relève de la seule responsabilité de l'Etat demandeur et que les actifs récupérés doivent être restitués sans conditions, avec un respect total des droits souverains des Etats», a-t-il ajouté. La corruption «est un facteur principal dans la détérioration du rendement économique et un grand obstacle dans le processus de développement et la lutte contre la pauvreté, en ce sens

qu'elle amoindrit la performance des institutions et menace la stabilité et la sécurité des communautés», a-t-il affirmé, mettant en avant «le rôle primordial que jouent la lutte et la prévention de la corruption dans la réalisation des ODD, la concrétisation des valeurs de la justice et la force de la loi, ainsi que le renforcement de la confiance des citoyens envers les institutions de l'Etat». L'Algérie «accorde un intérêt particulier à la lutte contre la corruption, toutes formes confondues, et œuvre continuellement à la consolidation de l'efficacité de son système national de lutte et de prévention de ce

fléau», a ajouté le garde des Sceaux. Preuve en est, poursuit-il, «a été créée la haute instance de transparence, de lutte et de prévention de la corruption, en vertu de l'amendement constitutionnel 2020, outre la stratégie nationale de lutte contre ce fléau qui est en cours d'élaboration et qui implique l'ensemble des parties prenantes». Et de rappeler la mise en place, récemment, d'un «nouveau dispositif pour la gestion de revenus de la corruption, ayant fait l'objet de saisie» conformément aux jugements définitifs prononcés par les tribunaux compétents.

ALGÉRIE-ITALIE

1re conférence entre les Écoles supérieures de la magistrature

La première conférence virtuelle entre les Écoles supérieures de la magistrature italienne et algérienne s'est tenue jeudi, en présence du président de l'Ecole supérieure de la magistrature italienne, le président émérite de la cour constitutionnelle, Giorgio Lattanzi, et son homologue algérien, le DG, Abdelkrim Djadi, indique un communiqué de l'ambassade d'Italie en Algérie. La conférence qui s'inscrit dans le cadre de la «revitalisation du partenariat bilatéral et des relations stratégiques entre l'Italie et l'Algérie ainsi que le protocole de jumelage en cours de finalisation», a réuni des magistrats en formation issus des deux pays, précise le communiqué. Cette conférence a été une occasion pour les deux parties de présenter leurs «connaissances et expériences sur les principes fondamentaux et constitutionnels de leurs systèmes judiciaires respectifs», relève la même source. Intervenant à cette occasion, l'ambassadeur d'Italie à Alger, Giovanni Pugliese,

a mis l'accent sur l'importance de cette rencontre, qui est «le fruit d'un travail commun et le point de départ d'une collaboration fructueuse, notamment dans le secteur judiciaire. Lorsque les liens entre deux pays sont profonds, il est inévitable qu'il y ait une synergie entre nos systèmes judiciaires», a-t-il noté, précisant que l'Italie et l'Algérie «sont aujourd'hui confrontées à d'importants défis communs, notamment dans le bassin méditerranéen dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et la corruption nationale et internationale». De son côté, le président émérite de la cour constitutionnelle italienne a souligné «l'importance de la collaboration avec l'Ecole supérieure de la magistrature algérienne pour permettre un échange fructueux d'idées et d'expériences entre les deux juridictions». Lattanzi a également mis en avant l'importance de cette formation pour la juridiction, relevant, par la même occasion, l'existence du «lien indissoluble

entre la formation des magistrats et leur indépendance». Pour sa part, le DG de l'Ecole supérieure de la magistrature algérienne a rappelé l'importance de la coopération entre les deux écoles et entre les jeunes magistrats des deux pays, notant le rôle de la formation au métier de magistrat. Tout en soulignant les excellentes relations entre l'Algérie et l'Italie, Djadi a réaffirmé la «forte volonté et la grande disponibilité de l'Ecole algérienne de les renforcer davantage». Il a estimé que les nouveaux défis communs tels que la criminalité organisée et transfrontalière ou la cybercriminalité «rendent la coopération judiciaire notamment entre les jeunes magistrats, plus importantes». A noter que la réunion d'aujourd'hui sera suivie, prochainement, par d'autres qui pourront se tenir en pré-sentiel dans les deux pays, une fois que la situation sanitaire mondiale s'améliorera, conclut le communiqué de l'ambassade d'Italie.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Les montants augmentent de 60%

Le Directeur général (CEO) du World Trade Center Algiers (WTCA), Sid-Ahmed Tibaoui, a affiché à Alger sa satisfaction à propos de la hausse du montant des exportations hors hydrocarbures en Algérie durant le 1er trimestre 2021. Dans une allocution prononcée à l'occasion de la remise des trophées pour les meilleures entreprises algériennes exportatrices hors hydrocarbures pour l'année 2020, Tibaoui a estimé que la valeur de ces exportations étaient de «plus de 870 millions de dollars, contre 547 millions de dollars durant la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 60%».

De son côté, le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), Ali Bey Nasri, prévoit que les exportations en 2021 dépasseront les 3 milliards de dollars tirées par les investissements, tout en déplorant l'arrêt des exportations des produits électroménagers «victimes», selon lui, de l'annulation du régime CKD/SKD, ou encore l'interdiction de l'exportation des pâtes alimentaires. Prenant la parole, le secrétaire général par intérim du ministère du Commerce, Redouane Allili, a évoqué les mesures adoptées par le gouvernement et visant à favoriser la diversification des exportations hors hydrocarbures, dont la création du Fonds spécial de promotion des exportations qui se chargera de la révision des primes d'exportation. En outre, Allili évoquera l'instauration d'une prime additionnelle pour l'exportation des produits agricoles périssables, ou encore une prime additionnelle pour chaque opération d'exportation vers les pays africains, mais aussi l'indemnité allouée pour la création des marques commerciales et leur protection à l'étranger. Par ailleurs, le cadre du ministère a souligné le rôle de la diplomatie économique dans le développement des exportations et l'introduction des produits algériens sur de nouveaux marchés étrangers.

IRIS REMPORTE LE TROPHÉE

Connue sous le nom commercial d'IRIS, l'Eurl Saterex, spécialisée dans l'électronique, l'électroménager, la téléphonie mobile et les pneumatiques, s'est vu décernée par WTCA, le trophée de la 18e édition récompensant la meilleure entreprise algérienne exportatrice hors hydrocarbures pour l'année 2020. Suite à la consécration de sa société pour son activité d'exportation de pneumatiques, le vice-président du groupe IRIS, Djamel Guidoum, a indiqué que le volume d'exportation de l'entreprise



est passé de 6 000 pneus en 2019, soit 5 mois seulement après le lancement de l'exploitation du complexe de fabrication des pneumatiques, à 400 000 pneus exportés en 2020. Il a ajouté que le marché américain représente «près d'un tiers des exportations globales d'IRIS Tyres» qui touchent plus de 16 pays dont le Brésil, le Royaume-Uni, la France et l'Italie, a-t-il ajouté. L'objectif fixé pour 2021 est de dépasser les

800 000 pneus exportés, a indiqué Guidoum qui a révélé qu'un volume de plus de 300 000 pneus a été expédié depuis le début de l'année en cours. Le vice-président du groupe privé algérien a espéré la levée des obstacles entravant l'acte d'ex-

porter, notamment l'interdiction d'externaliser les investissements (installations de bureaux de liaison, de showrooms) ou encore l'absence de primes à l'export, contrairement à ce qui se fait en Chine et en Turquie. En plus du Trophée export 2020, trois prix d'encouragement ont été, en outre, attribués par le jury : le premier a été remporté par la Sarl Chloral activant dans l'exploitation de sel (alimentaire, industriel et de déneigement) à Biskra et qui ambitionne de réaliser 100 millions d'euros d'exportation en 2022. Le deuxième prix d'encouragement a été décroché par la Sarl Top Gloves Latex Industries spécialisée dans le domaine des dispositifs médicaux

(gants et masques chirurgicaux FFP2 et FFP3), tandis que le troisième prix a été remporté par la Sarl Gloden Seed qui opère dans la transformation, le conditionnement et l'exportation des dattes. Concernant le trophée de primo exportateur, il a été raflé par la Sarl Meriplast qui développe des solutions d'emballage plastique dans l'optique du développement durable. Pour ce qui est du trophée Mention spéciale du jury, c'est le Groupe Cevital, aux activités variées (industrie agroalimentaire, grande distribution, industrie du verre plat, sidérurgie, électronique et électroménager, automobile, services et aussi médias) qui a été primé.

Hafid Mesbah

A COMPTER DU 2E SEMESTRE 2021

L'OIT prévoit la création de 100 millions d'emplois

Grâce aux progrès de la vaccination et aux dépenses budgétaires à grande échelle, un processus de reprise économique «inégal» à l'échelle mondiale pourrait s'amorcer à partir du second semestre de 2021, avec à la clé, la création de 100 millions d'emplois, a prévu l'Organisation internationale du travail (OIT). Au niveau mondial, la reprise devrait entraîner la création nette de 100 millions d'emplois en 2021 puis de 80 millions en 2022, a indiqué l'OIT dans son récent rapport intitulé «Emplois et questions dans le monde». Cependant, les rédacteurs du rapport préviennent que sans une action politique internationale «concertée» portant à la fois

sur la distribution des vaccins et sur le soutien budgétaire et l'allègement des dettes, les effets positifs de cette reprise sur l'emploi resteront, pour la plupart limités géographiquement. En outre, les analystes de l'OIT ont estimé qu'il serait probable qu'il y aurait moins d'emplois par rapport à ceux qui auraient été créés en l'absence de pandémie. «En tenant compte de cette croissance perdue de l'emploi, ils prévoient que le déficit mondial d'emplois induit par la crise devrait s'élever à 75 millions en 2021 et à 23 millions en 2022. «Le déficit correspondant en heures de travail en 2021 s'élève à 3,5 %, soit l'équivalent de 100 millions d'emplois à plein temps», ont-ils détaillé.

De plus, la croissance prévue de l'emploi sera trop faible pour offrir suffisamment de possibilités d'emploi aux personnes qui sont devenues inactives ou chômeuses pendant la pandémie et aux jeunes qui entrent sur le marché du travail et dont l'éducation et la formation ont été fortement perturbées. «Il en résulte que de nombreux travailleurs auparavant inactifs qui entreront dans la population active ne pourront pas trouver d'emploi». Cela devrait entraîner une hausse soutenue et prononcée du chômage de 187 millions de chômeurs en 2019 à 220 millions en 2020, 220 millions en 2021 et 205 millions en 2022, prévient le rapport. Jusqu'à la crise due au Covid-19, le

taux de chômage projeté de 5,7 % en 2022 avait été enregistré pour la dernière fois en 2013. Contrairement à la situation qui prévalait cette année-là, le chômage devrait être élevé dans les pays à tous les niveaux de revenus en 2022, et les pays à revenu intermédiaire devraient être les plus touchés, prévoient les auteurs du rapport. «La reprise sera en effet relativement plus rapide dans les pays à revenu élevé. Par contre, dans les pays à revenu faible et intermédiaire, l'accès plus limité aux vaccins et les contraintes plus fortes sur les dépenses budgétaires freineront la relance de l'emploi», ont-ils conclu.

R. E.

GRÂCE À LA POLITIQUE D'OFFRE DE L'OPEP+ ET À LA DEMANDE AMÉRICAINE

Les prix du Brent maintiennent leur hausse

Au lendemain de nouveaux pics, portés par la politique d'offre contenue des membres de l'Opep+ et une demande qui repart notamment aux Etats-Unis, les cours du pétrole évoluaient en hausse hier. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 71,63 dollars à Londres, en augmentation de 0,45% par rapport à la clôture de la veille. A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet gagnait 0,49% à 69,15 dollars. Le WTI est monté la veille jusqu'à 69,40 dollars le baril, un plus haut depuis le 23 octobre 2018, tandis que le Brent a atteint un maximum depuis le 22 mai 2019, à 71,99 dollars. «Le principal moteur des prix (...) reste la décision de l'Opep+ d'augmen-

ter progressivement l'offre mondiale de pétrole», et non d'ouvrir largement les vannes, a souligné Ipek Ozkardes-kaya, analyste de Swissquote Bank. Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés, unis depuis fin 2016 par l'accord Opep+, ont en effet décidé mardi de se conformer à leur politique d'augmentation progressive de la production, une approche prudente et pour l'instant limitée jusqu'à juillet. Le marché a également pris connaissance jeudi - un jour plus tard qu'à l'accoutumée en raison d'un lundi férié aux Etats-Unis - de l'état des réserves américaines de brut. Ces dernières sont en baisse de 5,1 millions de barils la semaine passée, soit le

double des 2,5 millions de barils anticipés par les analystes, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Des données «qui s'expliquent par le fait que les raffineurs ont accéléré le traitement du pétrole en prévision de la demande de carburants pour le transport», a expliqué Stephen Brennock, de PVM. Une augmentation peut-être un peu «prématurée», nuance-t-il, puisque les stocks d'essence et de produits distillés ont en revanche augmenté. «Néanmoins, la demande américaine de carburant devrait s'accroître dans les semaines à venir» car le pays «continue de bénéficier d'une reprise stimulée par les vaccins», conclut Brennock.

R. E.

LA SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER CÉLÈBRE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENFANT

Une ambiance conviviale

La sûreté de wilaya d'Alger a donné hier le coup d'envoi d'une journée de sensibilisation au profit des enfants, au centre de la sûreté nationale de Baïnem, en présence de plusieurs associations dont une nous a plus particulièrement marqué. Il s'agit de l'association dysphasique de la wilaya d'Alger (ADWA). Toutes les associations activent pour un seul et unique objectif majeur à savoir la protection et la promotion de l'enfant.

La protection civile a pris part à cette rencontre en tant que partenaire essentiel qui veut aussi sensibiliser les enfants et leurs parents sur les dangers domestiques. Cette journée qui s'est déroulée dans une ambiance très conviviale a connu un afflux important. Tous sont venus, d'une part pour écouter les conseils et les recommandations émis par la sûreté nationale et la protection civile sur les dangers de la route les accidents domestiques, surtout que durant la saison estivale les accidents de la route et les noyades notamment connaissent une hausse considérable, d'autre part, ils sont venus pour se distraire. Mme Hachemi Amel, commissaire de police, responsable de la communication et des relations publiques, par intérim au sein de la sûreté d'Alger, a mis en avant l'importance capitale qu'accorde la DGSN à cette frange de la société et la nécessité de la protéger et de l'accompagner dans ce genre d'événements. «Aujourd'hui la cellule de communication en coordination avec la section de wilaya chargée de la santé, des activités sociales et sportives, relevant de la DGSN, et la protection civile ont célébré la journée de l'enfant, en prenant part à cette journée de sensibilisation de proximité au profit des enfants et leur parents dans le but de les sensibiliser sur les dangers de la route et les accidents domestiques en plus des campagnes de sensibilisation que mène la DGSN au quotidien», a-t-elle affirmé. La même responsable a tenu à préciser que la DGSN a fait de la lutte contre l'hécatombe routière, son cheval de bataille. Elle a également fait savoir qu'il est impératif d'accompagner et de protéger les enfants aux besoins spécifiques, car selon elle, cette frange a une place importante dans notre société.

LA PROTECTION CIVILE : «IL FAUT CONJUGUER NOS EFFORTS»

De son côté, le lieutenant de la protection civile Mahfouf Mohamed, de la circonscription administrative de Chéraga a indiqué : «nous sommes présents aujourd'hui, à l'invitation de la sûreté d'Alger pour donner des conseils aux parents et leurs enfants sur les accidents domestiques, dans le but d'ancrer à ces derniers la culture de dénonciation, depuis leur jeune âge et leur montrer comment agir



devant les dangers auxquels ils sont confrontés dans leurs domiciles». Notre interlocuteur a précisé également que durant la saison estivale, en général, les enfants sont confrontés à deux types d'accidents, le feu et l'électrocution. Il a appelé à conjuguer les efforts entre tous les services de sécurité et les parents pour protéger l'enfant en affirmant que «tout le monde doit s'impliquer». S'agissant des mesures prises par la Direction générale de la protection civile dans ce sens, il a fait savoir que tous les moyens humains et matériels sont mis à la disposition des éléments de la protection civile pour mener à bien leurs missions sur le terrain. «Au niveau du territoire national, la DGPC a mis en place un plan de secours, spécial pour la saison estivale. Elle a aussi multiplié les campagnes de sensibilisation contre les accidents de la route, les noyades et les incendies de forêts», précis notre interlocuteur. Et d'ajouter : «depuis 2018, la protection

civile a élaboré une pédagogie appelée 'un secouriste dans chaque maison', Elle a offert l'opportunité à chaque citoyen de se rapprocher de l'unité la plus proche et de bénéficier d'une formation de 21 jours gratuite, au cours de laquelle il va apprendre tous les gestes de secourisme».

Concernant le phénomène des noyades dans les plans et les marres d'eau, le lieutenant a estimé que les parents sont les premiers responsables. En guise de conclusion, il a appelé à la nécessité de coordonner les efforts avec tous les partenaires.

L'ASSOCIATION ADWA : «NOUS VOULONS LES RENDRE AUTONOMES»

Nous avons rencontré l'adjointe du directeur de l'association dysphasique de la wilaya d'Alger situé, à Draria, Mme Bousalem Souad qui nous a brièvement présenté l'établissement. «L'association a

le jour il y'a 21 ans. Elle abrite les enfants dysphasiques, autistes, et trisomiques. Ces derniers sont encadrés par des orthophonistes et des psychologues des pédagogues qualifiés. Nous les accueillons depuis l'âge de 4ans jusqu'à 30 ans » a-t-elle déclaré. Elle poursuit : «nous apprenons à nos enfants l'enseignement qui se fait dans les établissements étatiques et une fois l'âge adulte atteint, ils sont affectés aux ateliers. Notre objectif est de les rendre autonomes pour les préparer à la vie»

RAHIM ET KAMILIA DES ENFANTS DYSPHASIQUES QUI RÊVENT DE DEVENIR FOOTBALLEUR ET ENSEIGNANTE

Rahim et Kamilia sont des enfants dysphasiques qui ont des difficultés pour parler. Agés respectivement de 13 et 24 ans, leur handicap ne les a pas empêché de rêver et d'apprendre, alors qu'ils étaient victimes de moquerie de la part de leurs camarades lors de leurs scolarités. «Je suis dans ce centre depuis 5 ans. Je trouve que c'est la meilleure école au monde. Je suis au niveau 5 (l'équivalent de la cinquième année). Je fais de la lecture, le calcul, le dessin, le théâtre, le foot, la musique. Je me sens très bien ici, alors que quand j'étais à l'école mes camarades se moquaient de moi» a déclaré Rahim. Le sourire aux lèvres, avec ses jolis yeux verts, Kamilia n' pas caché sa joie d'être entourée de copines et de l'ambiance qui régnait, elle a déclaré : «Je suis là depuis 15 ans. Je suis dans les ateliers. Je confectionne des sacs et des porte monnaie. Quand j'étais à l'école je ne pouvais pas articuler et parler, ici je suis bien». La responsable pédagogique au sein de l'association Mme Adam a expliqué que ces enfants ne peuvent poursuivre le même programme que celui des écoles étatiques, car selon elle, ils souffrent de problèmes physiques et neurologiques, raison pour laquelle un programme spécifique et adapté leur a été conçu. Elle a interpellé le ministère de la santé pour contribuer au financement du centre, car selon elle cette frange de la population mérite une meilleure prise en charge. La journée s'est terminée dans la joie, la convivialité et sur les différents airs musicaux interprétés par «Azarnadja»

Samia Acher

Qahwa fi goubli |

Mon enfance est si loin, il est déjà demain...

On ne parle des enfants que pour les traiter de tous les noms : chenapans, délurés, espiègles, malicieux, capricieux et j'en passe des vertes et des pas mures. Pourtant les enfants sont nés pour être aimés parce qu'il est vital qu'ils se sachent entourés jusqu'à leur envol une fois franchi le cap qui leur ouvre les portes de la découverte individuelle. Mais l'adulte n'entend pas grand-chose à l'enfance. Ou alors si peu. Y compris d'ailleurs dans les milieux réputés spécialisés... Ainsi Dans nos conneries d'adultes, au fond, y a que les enfants qui trinquent les pauvres. Car qu'un couple se déchire cela devient presque banale. Tant ils peuvent se déchirer pour tout et n'importe quoi: querelles

d'argent, d'humeur, de futilités ou lassitude aussi de vivre tous les jours ensemble...Quand bien même faut-il le reconnaître c'est souvent la femme qui porte le pantalon...Ce qui ne plaît pas forcément aux hommes qui confondent entre amour et sujétion...Or cet égo souvent mal placé peut l'être soit sous l'influence des parents sinon par la propre configuration du mâle par trop macho déjà à l'origine lorsque ses parents ont pris la fâcheuse habitude de le privilégier par rapport à sa frangine dès le jeune âge. Et ceux qui ont lu Feraoun ne le savent que trop par les réponses de la maman à sa fille lorsque celle-ci avait le malheur de se plaindre des agissements de son diable de frangin: mon frère

que Dieu le garde a mangé ma part de viande...Et la maman de rabattre le caquet invariablement à l'infortunée frangine qui finira par se résigner...Aujourd'hui dieu merci les choses ont plutôt évolué et pas de ségrégation-relativement s'entend- entre le masculin et le féminin...Je dirai même plus: le féminin a tendance à l'emporter sur le masculin sauf encore dans la grammaire française...Ah! Traître Vaugelas...Pourtant que serons-nous sans les enfants? Peut-être des adultes à la recherche et en quête éperdue de leur propre enfance...Mon enfance est si loin, il est déjà demain...

A. Zentar

AZEFFOUN (TIZI-OUZOU)

Lancement des travaux de dragage et de déroctage du port

Une opération de déroctage et de dragage du port d'Azeffoun, à 75 km au nord-est de Tizi-Ouzou, a été lancée cette semaine par la direction locale des travaux publics a-t-on appris, jeudi, auprès de cette institution.

Les travaux de déroctage (enlèvement de roches) des hauts fonds à l'entrée du port et de dragage (nettoyage) du bassin de ce port, «sont nécessaires et impératifs pour assurer le mouvement des embarcations en toute sécurité, à l'intérieur du bassin, aussi bien pour les professionnels de la pêche que pour la Marine Nationale», a-t-on indiqué de même source. L'opération, confiée à l'Entreprise publique Méditerranéenne des travaux maritimes (Meditram) pour un montant de près de 73 millions de DA et dont l'assistance technique est assurée par le laboratoire public d'études maritimes (LEM), «permettra également de rentabiliser l'aire de pose d'hélicoptères pour le débarquement de naufragés et de la logistique», a-t-on ajouté. Le volume global de l'opération au niveau du port d'Azeffoun a été estimé à 10 980 m³ dont 9200 m³ pour le dragage et 1780 pour le déroctage. Les délais contractuels de ces travaux sont de 3 mois, a-t-on appris de même source. Selon la DTP, l'impact de ces travaux est «d'assurer une fonctionnalité sans faille et de rétablir l'ouvrage portuaire dans son état spécifique, afin qu'il soit en mesure de satisfaire à ses fonctions avec le niveau de service requis et de sauvegarder un environnement marin sain». Le wali Mahmoud Djamaa qui a inspecté, mercredi dernier, ces



travaux, a rappelé qu'il s'agissait d'un projet auquel les pêcheurs de la région «accordent beaucoup d'importance».

En réponse à l'attente des professionnels du secteur et avec l'appui de l'administration centrale, l'opération a été inscrite fin 2020 et l'entreprise en charge des travaux a été installée lundi dernier, a-t-il dit.

RÉCEPTION, FIN JUILLET, DU PREMIER TRONÇON D'ÉVITEMENT DE LA VILLE

En outre, la première tranche du projet d'évitement de la ville côtière d'Azeffoun, sera réceptionnée vers la fin du mois de juillet prochain, a-t-on appris, jeudi, des services de la wilaya. Le tronçon permettra de relier la route nationa-

le 24, à hauteur du village Sahel, au chemin de wilaya 158 au lieu-dit Avarmache, sur une distance de 4 km. Il a été doté d'une enveloppe financière de 63 millions de DA, selon la fiche technique du projet. Le wali, Mahmoud Djamaa qui a inspecté le chantier, hier mercredi, a observé que cette déviation du trafic de la Rn 24 vers le sud et le sud-est de la wilaya, dont les travaux de réalisation sont à 70%, permettra de décongestionner la ville d'Azeffoun en saison estivale, période durant laquelle cette ville du littoral, reçoit un trafic important. Le projet, à deux fois une voie, permettra également aux usagers, une économie de trajet. Le parcours actuel de 12,5 km sera amené à 4 km seulement, selon le directeur local des travaux publics (DTP), Smail Rabhi.

Un projet de prolongement de cette déviation à partir d'Avarmache (CW 158) vers Yakourene (RN12), a été présenté lors de la même visite de travail du wali. M. Djamaa a donné des instructions au DTP afin d'accélérer l'étude de ce projet et de s'assurer de la levée de toutes les contraintes qui pourraient retarder ou bloquer la réalisation du deuxième tronçon de l'évitement de la ville d'Azeffoun, notamment d'éventuelles oppositions de propriétaires terriens, pour demander son inscription.

R. R/APS

TECHNIQUES DE PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Une centaine d'élèves initiés à Constantine

Un programme de sensibilisation sur les techniques de préservation de l'environnement et du développement durable a été lancé jeudi à Constantine au profit d'une centaine d'élèves, tous cycles confondus, à l'initiative des services de la direction locale de l'environnement. Un programme de sensibilisation et de vulgarisation a été ainsi lancé à destination de cette catégorie de la société, à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement célébrée pour le 5 juin de chaque année, visant à lutter contre divers phénomènes naturels affectant l'environnement, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Arezki Bouterik. Des cours théoriques sont prévus au niveau de la Maison de l'environnement sise au chef-lieu de wilaya, portant essentiellement sur la sensibilisation et l'information autour des techniques et méthodes de protection contre les inondations, l'érosion du sol, la pollution et surtout les incendies détruisant le patrimoine forestier, a indiqué M. Bouterik. «Le rôle de la plantation d'arbres dans la protection du milieu urbain, rural, montagnoux et forestier» a été également mis en exergue par le directeur local de l'environnement. Des conseillers, ingénieurs et techniciens de l'environnement ont été mobilisés pour assurer l'encadrement de ces séances d'orientation, suivies de l'organisation d'un concours de dessin sur le sujet en étroite collaboration avec plusieurs associations versées dans ce domaine, à l'instar de l'Association de la protection de la nature et de l'environnement (APNE), a ajouté M. Bouterik. De son côté, le président de l'APNE, Abdelmadjid Sebih a affirmé à l'APS que l'exécution de ce programme de sensibilisation aura pour objectif d'incul-



quer «la culture de la protection de l'environnement parmi les scolarisés», soulignant que le volet lié à la protection de l'environnement figure parmi les priorités du plan d'action de cette association. Il a fait savoir, dans ce même contexte, que des activités consistant en l'organisation des campagnes de reboisement et l'installation des clubs verts en milieu scolaire sont organisées régulièrement par les membres de l'APNE dans le cadre des directives du ministère de tutelle visant la promotion et la relance de ce secteur. Le programme tracé par les services de l'environnement pour la célébration de cette journée se poursuivra dans la wilaya de Constantine jusqu'au 8 juin en cours, par l'organisation d'opérations d'assainissement des forêts à l'image de celles de Djebel Ouahch (Constantine) et Hadj Baba (au 7^{ème} km) relevant de la commune d'Ain Smara, des opérations d'arrosage des arbres nouvellement plantés ainsi que des expositions liées à ce même domaine, organisées par

des établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) activant dans le secteur de l'environnement. Les lauréats du concours de dessin et les agents de nettoyage ayant déployé des efforts importants, notamment durant la période de propagation de la pandémie de Covid -19, seront honorés lors d'une cérémonie prévue à la fin de cette manifestation qui sera également marquée par l'organisation d'une visite au laboratoire régional de Constantine relevant de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD), au bénéfice des élèves scolarisés. D'autres partenaires du secteur, en l'occurrence l'Etablissement public de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique, l'annexe locale de l'Agence nationale des déchets et la Conservation des forêts de la wilaya prendront également part à ce programme de célébration de cette journée, initiée cette année sous le slogan «Restauration de l'écosystème».

FINANCE ISLAMIQUE OUED

Inauguration du guichet à la BADR d'El Oued

La banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) a lancé jeudi le guichet de la finance islamique au niveau de son agence d'El Oued. Intervenant lors de la cérémonie d'inauguration de ce guichet, marquée par la remise symbolique du premier carnet d'épargne «Cadet» à un des clients de la banque, le directeur général par intérim, chargé de l'exploitation, Hassan Messara, a affirmé que le guichet de la finance islamique sera généralisé, d'ici la fin du mois de septembre 2021, aux différentes agences de la BADR à travers le pays. La mise en service du produit de la Finance islamique s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des attentes des clients de cette institution bancaire visant à tirer profit de la formule bancaire islamique, a-t-il indiqué à l'APS. La directrice du marketing et de la communication à la BADR, Mme. Kenza Larbes, a fait état, de son côté, d'un programme, à court terme, permettant aux clients des agences principales implantées au niveau de 30 wilayas du pays de bénéficier, d'ici fin juin courant, des avantages et prestations des formules préconisées par la finance islamique. Quelque 328 agences BADR seront dotées, à l'horizon 2022, du système de la finance islamique, a-t-elle assuré, ajoutant que la première phase prévoit la commercialisation de quatorze produits, réparties sur deux formules, à savoir le compte courant islamique, et le compte épargne et transactions financières par la «Mourabaha» incluant tous les domaines d'investissement, notamment agricole. La banque projetée, à moyen et long terme, une deuxième phase de ce système bancaire islamique prévoyant le financement des opérations de location et les obligations bancaires islamiques à mettre à la disposition des différentes catégories sociales, a expliqué la même responsable.

ESPACES VERTS

Entre réglementation, réalité terrain et impacts positifs

Une étude américaine comparant la ville d'Atlanta qui a le plus d'arbre avec celle de Syracuse dans l'état de New York donne les résultats suivants : à Atlanta la baisse de particules fines représente environ 64,5 tonnes par an. Par contre la ville la moins boisée, la réduction annuelle n'est que de 4,7 tonnes.

Par K. Benabdeli

La répercussion sur la mortalité est elle aussi impressionnante puisqu'à Atlanta, les forêts urbaines ont permis de sauver 1 personne pour 365.000, contre 1 personne pour 1,35 million à San Francisco.

En 2017 près de 224 millions m² d'espaces verts ont été recensés. Le classement de 3.539 espaces verts comprenant 1.479 jardins publics, 915 jardins collectifs, 74 jardins spécialisés, 63 parcs urbains, 93 forêts urbaines et 519 rangées d'arbres. Il en ressort un ratio de 5 m² par habitant mathématiquement mais la réalité est tout autre car tous les espaces recensés ne sont pas verdoyant donc du point de vue bureaucratique c'est des espaces verts mais en réalité c'est des terrains nus et abandonnés.

Aucun enseignement n'a été tiré des échecs du passé en matière d'aménagement urbain en Algérie notamment dans son volet environnemental. Les espaces verts n'ont généralement pas été prévus dans les PDAU malgré une réglementation très claire dans ce volet. Souvent pour des motifs farfelus des arbres centenaires sont arrachés ou mutilés sans que les auteurs ne soient punis. Pourtant la verdure et l'arbre sont protégés par une réglementation très importante et qui se traduit par 8 lois, 4 décrets et plusieurs circulaires. Dans ce volet il y a lieu de citer la loi n° 2007-06 du 25 Rabie Ethani 1428 correspondant au 13 mai 2007 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts ; la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 sur la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable, le décret exécutif n° 09-67 du 7 février 2009 relatif à la nomenclature des arbres urbains et des arbres d'alignement et le décret exécutif 09-145 du 2 mai 2009 fixant le contenu et les modalités d'élaboration, d'adoption et de mise en œuvre du plan de gestion des espaces verts. Pourtant depuis 1983 une première circulaire sur les espaces verts (MUCH) n°29256/BODG/83/H3 du 29/10/1983 suivie en 1984 d'une autre circulaire interministérielle fixant les normes minimales d'espaces verts à 10 m²/habt puis en 1997 la norme de l'ANN recommandait 21 m²/habt. Malheureusement ces directives n'ont pas été respectées dans les différents plans d'urbanisme et d'étude des PDAU.

Malgré cette réglementation, très nombreuses sont les communes qui n'ont pas appliqué la loi sur les espaces verts pourtant datant de 2007. Les arbres sont des éléments indissociables de nos agglomérations, ils constituent un patrimoine écologique et paysager de grande valeur qu'il faut en prendre soin. Les arbres doivent jouer pleinement leur rôle en ville (embellissement, dépollution, ambiance climatique, lutte contre le bruit) pour assurer une réussite de l'arbre en ville, trois volets doivent être pris en compte à savoir : le volet écologique, biologique et esthétique. Ces trois volets regroupent des éléments déterminants de la verdure en milieu urbain en prenant en considération les conditions climatiques du milieu (température, pluviométrie, vent



et humidité), les conditions édaphiques (pH du sol, porosité, imperméabilité, structure et texture), le choix de l'espèce à planter, les caractéristiques dendrométriques et sanitaires des plants et les techniques de plantation et l'entretien. Le caractère évolutif de l'arbre à travers son développement reste un facteur déterminant permettant de réussir une meilleure structuration de l'alignement urbain. Ainsi il sera mis fin aux conséquences fâcheuses comme la dégradation des trottoirs, la perturbation de la circulation etc. Ce n'est qu'à travers ces conditions que la verdure peut devenir durable en milieu urbain en évitant les erreurs qui ont conduit à la situation catastrophique de ces espaces.

DIAGNOSTIC TECHNICO-ÉCOLOGIQUE DES ESPACES VERTS

Le ratio d'espaces verts par habitant reste l'un des plus faibles puisqu'il fluctue selon les territoires entre 0.5 et 3 m² par habitant alors que les normes minimales admises universellement sont de 10 m². L'effort à entreprendre est considérable et se justifie en partie par le manque de sanctions envers ceux qui piétinent la réglementation tant des les études d'aménagement urbain que dans leur application. Dans ce dossier, plusieurs écologistes tirent la sonnette d'alarme en mettant en relief les différents problèmes de la biodiversité urbaine puisque dans la majorité de nos villes, les arbres d'alignement provoquent plus de désagréments que de bienfaits. La culture de l'arbre urbain manque comme la présence très importante du palmier dans le Nord, l'architecture tordue des faux poivriers et les insuffisances en matière de normes urbanistiques en

espaces verts. Le constat en matière de qualité biologique laisse apparaître une dominance à plus de 60% des espèces forestières en milieu urbain. D'autres espèces arborescentes et arbustives non adaptées aux conditions stationnelles se traduisent par des échecs tant esthétiques qu'écologiques.

Le décret exécutif n° 09-67 du 7 février 2009 relatif à la nomenclature des arbres urbains et des arbres d'alignement du 11 février 2009, cible les feuillus les plus répandus en Algérie, à l'instar du frêne, du peuplier blanc et noir, du platane d'Orient, du mûrier noir et blanc, de l'orme champêtre, du méliá, du sophora, de l'érable sycomore, et par conséquent doivent être privilégiés lors de la plantation. Au-delà du choix des arbres et du milieu de plantation adéquats, les séries de travaux infinis que connaissent nos villes deviennent les causes de la détérioration des espaces verts en ville notamment les arbres d'alignement qu'on arrache dans bien des cas à coups de pelleteuse pour refaire des travaux de viabilisation ou d'autres aménagements.

QUELLES SOLUTIONS POUR PRÉSERVER ET DÉVELOPPER DURABLEMENT LES ESPACES VERTS ?

L'absence d'un entretien adéquat à chaque stade de développement des alignements s'ajoute aux erreurs de choix pour aggraver encore davantage la pression sur ces plantations et rendre difficile leur adaptation aux conditions particulières du climat citadin. Plusieurs arbres centenaires sont mutilés, arrachés, taillés, déracinés sans aucune poursuite, situation induite par le manque de professionnalisme et de services en charge de ce volet. Pour assurer la pérennité de

la biodiversité urbaine il suffit tout simplement de respecter la réglementation. Le ratio par habitant est l'un des plus faibles dans le monde d'où la nécessité de le revoir en relation avec les aspects environnementaux pour atteindre au moins 10 m² par habitant afin que la verdure puisse jouer son rôle environnemental et écologique. Puis il faut exiger une anticipation par la cartographie de l'implantation de tous les réseaux et canalisations avant toute plantation d'arbres ou d'espaces verts. Seul un état des lieux découlant d'une stratégie prenant en considération tous ces aléas permettrait de développer durablement les espaces verts. Les arbres sont des éléments indissociables de nos agglomérations et constituent un patrimoine écologique et paysager de grande valeur qu'il faut en prendre soin scientifiquement.

En milieu urbain, les espaces verts doivent être du ressort de paysagistes concepteurs qui sont les seuls à même de faire la configuration de ces espaces, de choisir les essences à planter, en tenant compte des spécificités de chaque espèce, à savoir le système racinaire, le développement du houppier et de ses exigences édapho-climatiques et du type d'espace. Le respect de la réglementation en matière d'urbanisme et le choix de l'arbre et de son milieu de plantation sont des éléments fondamentaux pour l'augmentation du ratio par habitant.

IMPACTS SOCIOÉCONOMIQUES DES ESPACES VERTS

Les opérations de protection et de développement des espaces verts selon certaines études peuvent induire 50 000 emplois permanents et 10 000 emplois indirects pour peu qu'une stratégie nationale ciblant et priorisant ces actions, soit concrétisée. Une simple analyse prévisionnelle en liaison directe avec la qualité de vie et de protection des ressources naturelles et des facteurs environnementaux permet d'avoir un aperçu sur les opportunités en matière de création d'emplois verts. Tous ces emplois sont indispensables au regard de leur impact sur les aspects économiques, écologiques et sociaux. Ils constituent un investissement de qualité et productif à moyen et long terme.

Plusieurs travaux de recherche montrent à quel point les espaces verts et les forêts urbaines jouent le rôle d'assainissement de l'air et de l'eau, donc de la qualité de vie urbaine. En matière de santé des travaux ont prouvé que lorsque la mortalité des arbres augmente, celle des hommes aussi en milieu urbain.

L'implantation de parcs, jardins, bois, arbres d'alignement et de haie dans les villes et villages n'est pas un fantasme d'urbaniste mais une obligation écologique et sanitaire. Tous les spécialistes s'accordent à souligner qu'il s'agit en fait d'un véritable sujet de santé publique. La verdure naturelle, pas celle du gazon artificiel désiré pas nos gestionnaires) permettrait de limiter considérablement la pollution aux particules fines, causes d'inflammation pulmonaire, d'athérosclérose et de problèmes cardiaques. En clair, les arbres sauveraient des vies.

K. A.



Votre quotidien
chaque jour
chez votre buraliste

RELATION
RUSSO-AMÉRICAIN

Poutine veut trouver avec Biden le moyen de l'améliorer



Le président russe Vladimir Poutine a affirmé hier vouloir trouver le moyen d'améliorer les relations entre son pays et les Etats-Unis lors du Sommet du 16 juin à Genève avec son homologue Joe Biden. "Nous devons trouver un moyen de réguler ces relations qui sont actuellement à un niveau très mauvais", a déclaré M. Poutine au Forum économique de Saint-Petersbourg. Il a estimé que le motif principal des tensions avec les Etats-Unis n'était pas des différends politiques mais la volonté américaine d'"endiguer" la Russie. "Nous n'avons pas de désaccord avec les Etats-Unis, eux ont un seul désaccord: ils veulent endiguer notre développement, ils le disent publiquement, et tout le reste (des tensions) découle de cette position" a-t-il ajouté. Il a en outre estimé que les relations russo-américaines étaient devenues "l'otage de considérations politiques aux Etats-Unis". Il a aussi balayé les critiques occidentales à l'égard du manque de démocratie en Russie, évoquant la manière dont sont réprimées les manifestations aux Etats-Unis, par exemple le 6 janvier lorsque des manifestants pro-Donald Trump ont envahi le Congrès, ou en Europe où "des balles en caoutchouc crèvent les yeux" des protestataires. Plus tôt, Vladimir Poutine avait donné un nouveau coup de canif au billet vert, se disant favorable à ce que les pays européens paient pour le gaz russe en euros plutôt qu'en dollars, la Russie s'efforçant de "dédollariser" son économie. "Nous sommes prêts à envisager la possibilité de règlements en monnaies nationales (...). L'euro est tout à fait acceptable pour nous pour les paiements de gaz. Cela pourrait se faire et devrait probablement être fait", a-t-il déclaré.

Rassemblement annoncé au lendemain du coup de semonce français

Le Mouvement malien dit du 5-Juin, probable partenaire gouvernemental du colonel Assimi Goïta après son nouveau putsch, a appelé hier à un rassemblement qui aura lieu sous le coup de l'annonce par la France de la suspension de ses opérations militaires avec l'armée malienne.

Dix jours après le deuxième coup de force du colonel Goïta en neuf mois, Paris a annoncé jeudi soir suspendre les opérations conjointes avec les forces maliennes, avec lesquelles elle coopère depuis des années contre les djihadistes. Les missions de conseil sont également mises en suspens. C'est une mesure «conservatoire et temporaire» dans «l'attente de garanties» que les colonels maliens rendront le pouvoir aux civils après des élections prévues en février 2022, a dit le ministère français des Armées. Les colonels s'y étaient engagés après le coup d'Etat du 18 août 2020. Mais ils s'étaient aussi engagés sous la pression internationale à une période de transition conduite par des civils. Cet engagement a été foulé aux pieds le 24 mai quand Assimi Goïta, resté le véritable homme fort sous un habillage civil de la transition, a fait arrêter le président et le Premier ministre. Assimi Goïta s'est depuis fait déclarer président de la transition par la Cour constitutionnelle. Aucune réaction publique n'a été obtenue de la junte à la décision française, dont la traduction sur le terrain reste à déterminer. La force antidjihadiste française au Sahel, Barkhane, forte de 5 100 militaires, continuera d'opérer, mais pour l'heure en solo, a précisé le ministère français. La coopération avec les forces maliennes est un des piliers de l'action française au Mali. «Ces décisions seront réévaluées dans les jours à venir au regard des réponses



qui seront fournies par les autorités maliennes», a dit le ministère français. Après le coup d'arrêt imposé par le putsch du 24 mai, la transition pourrait reprendre son cours avec l'investiture du colonel Goïta prévue lundi devant la Cour constitutionnelle. Cette cérémonie est considérée comme un atout devant lever le blocage à la nomination d'un Premier ministre qui réclame la France comme une grande partie de la communauté internationale, mais devra être un civil.

L'OMBRE DE L'IMAM DICKO

Le colonel Goïta a dit son intention de confier le poste au Mouvement du 5-Juin/Rassemblement des forces patriotiques (M5/RFP). Ce collectif hétéroclite avait pris la tête en 2020, de mois de contestation parachevée le 20 août par le putsch déposant le président

Ibrahim Boubacar Keïta. Après le putsch, le M5 avait vainement réclamé d'être traité d'égal à égal par les militaires dans la mise en place de la transition. Le M5 s'était retrouvé affaibli et divisé. Il avait durement critiqué le cours suivi par la transition. Le colonel Goïta l'a rappelé dans le jeu. Le M5 a choisi pour le poste de Premier ministre un vétéran, Choguel Kokalla Maïga, dont le parcours a épousé les soubresauts de l'histoire contemporaine malienne. Ce choix a suscité des inquiétudes. M. Maïga est connu comme un ardent détracteur de l'accord de paix de 2015, dont l'application est jugée capitale pour sortir le pays de la tourmente. Ces derniers jours, le colonel Goïta et M. Maïga se sont employés à rassurer. M. Maïga a reçu l'un des signataires de cet accord, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), alliance composée essentiellement

d'anciens groupes armés indépendantistes touareg et nationalistes arabes qui ont combattu les forces maliennes dans le Nord à partir de 2012. La remise en cause des engagements pris par le colonel Goïta et le positionnement de M. Maïga ne sont pas les seuls motifs de préoccupation pour les partenaires du Mali. Ils s'interrogent sur la place qui sera faite à l'imam conservateur Mahmoud Dicko. L'imam Dicko, figure tutélaire de la contestation de 2020, a pris ses distances avec le M5 depuis. Mais, comme les colonels, il est favorable au dialogue avec certains djihadistes, rejeté par Paris. Le M5 appelle vendredi après-midi à un rassemblement, officiellement pour commémorer le mouvement de 2020. Les partenaires du Mali devraient prêter une attention soutenue aux personnalités présentes et aux discours.

AFP/R. I.

ATTENTAT MANQUÉ PRÈS DE NOTRE-DAME DE PARIS:

30 ans de réclusion requis contre Inès Madani

L'accusation a requis vendredi trente ans de réclusion criminelle à l'encontre d'Inès Madani, jugée en appel devant la cour d'assises spéciale de Paris près de cinq ans après un attentat manqué aux bonbonnes de gaz près de la cathédrale Notre-Dame de Paris. L'avocat général a sollicité la confirmation de la peine infligée en première instance pour cette tentative d'«attentat de masse», mais demandé qu'elle soit assortie d'une période de sûreté des deux tiers. Inès Madani avait été condamnée en octobre 2019 à trente ans de réclu-

sion, mais la cour d'assises n'avait pas prononcé de période de sûreté, notamment en raison de son jeune âge, 19 ans, au moment des faits. La jeune djihadiste, aujourd'hui âgée de 24 ans, avait fait appel, estimant cette peine excessive. «Il me semble totalement inconcevable qu'elle puisse être condamnée à moins de trente ans de réclusion criminelle», a lancé le représentant de l'accusation, estimant que plus d'un an et demi après son premier procès, elle restait «loin d'une déradicalisation». Dans la nuit du 3 au 4 septembre 2016, Inès Madani et

une autre djihadiste, Ornella Gilligmann - condamnée définitivement à 25 ans de réclusion - avaient garé une voiture contenant six bonbonnes de gaz devant la terrasse bondée d'un restaurant près de Notre-Dame de Paris, et avaient essayé de l'incendier avec du gasoil. Seul ce mauvais choix de ce carburant, difficilement inflammable, a permis d'éviter une explosion meurtrière. «L'objectif était évidemment de faucher le plus de vies possible, de faire un carnage», comme l'a reconnu Inès Madani lors des débats, a souligné l'avocat général. Après

l'échec de cet attentat, la «détermination» d'Inès Madani, qui adhère «totalement» et «depuis plus de deux ans» à l'idéologie du groupe Etat islamique, est restée «sans faille» jusqu'à son arrestation le 8 septembre 2016 à Boussy-Saint-Antoine, dans la banlieue parisienne, un couteau à la main, a-t-il poursuivi. L'accusation a également demandé qu'elle soit condamnée pour la tentative d'assassinat sur un policier et pour association de malfaiteurs terroriste criminelle. La défense plaidera dans l'après-midi. Verdict attendu lundi.

RECONSTRUCTION DE GHAZA

L'Egypte envoie du matériel et des équipes techniques

L'Egypte a envoyé hier un convoi d'engins de construction ainsi que des équipes techniques à Gaza pour «préparer le terrain à la reconstruction» de l'enclave palestinienne lourdement bombardée par l'armée sioniste, selon un communiqué officiel. «Suivant les directives du président Abdel Fattah al-Sissi, des

engins du génie et des équipes techniques ont traversé aujourd'hui (vendredi) le terminal frontalier de Rafah vers Gaza», a indiqué le communiqué. Des images diffusées par les autorités vendredi montrent des dizaines de grues, de tractopelles et de camions arborant le drapeau égyptien le long de la frontière.

Ils serviront à «déblayer les décombres» des bâtiments détruits et endommagés, afin de «préparer le terrain à la reconstruction», poursuit-il. Le 20 mai, M. Sissi a promis une aide de 500 millions de dollars pour aider à la reconstruction de Gaza, où vivent entassés quelque deux millions de Palestiniens soumis à un blo-

cus israélien depuis près de quinze ans. Le président égyptien a également rouvert le passage de Rafah, seule ouverture de la bande de Gaza sur le monde qui ne soit pas contrôlée par Israël, pour envoyer de l'aide humanitaire et pour permettre à des Gazaouis blessés d'être soignés en Egypte.

MALADIE DES OS

Comment soigner une fracture de l'épaule ?

La plupart du temps, ce type de fracture fait suite à une chute. L'opération chirurgicale n'est pas systématique. Une simple immobilisation de l'épaule peut suffire, le temps que l'os se consolide.

En général, c'est en tombant que l'on se fracture l'épaule. L'os se casse à la suite d'un choc direct (un coup violent sur l'épaule) ou indirect (typiquement lorsqu'une personne tombe de sa hauteur et amortit la chute avec la paume des mains).

Ce type d'accident peut survenir chez n'importe qui et à n'importe quel âge. Mais deux catégories de personnes sont plus particulièrement concernées.

- Les motards, les cyclistes ou encore les skieurs peuvent tomber violemment sur l'épaule. Le plus souvent, la fracture se situe au niveau de la clavicule, cet os allongé, situé à la base du cou et qui affleure sous la peau.
- Les femmes après la ménopause sont parfois fragilisées par l'ostéoporose, une pathologie qui engendre une déminéralisation osseuse. L'os étant moins solide, il se casse à la moindre chute.

QUELS SONT LES SYMPTÔMES ?

Trois signes peuvent donner l'alerte :
La déformation visible de l'épaule
On voit une différence nette entre l'épaule traumatisée et l'épaule saine. C'est par exemple le cas lorsque la clavicule est déplacée.

L'apparition d'un gros hématome

Après le traumatisme, un épanchement de sang se forme et l'épaule se met à gonfler. Rapidement, elle perd du volume et devient bleue. Sans intervention médicale, l'hématome peut s'étendre jusqu'à la poitrine et diffuser jusqu'au coude.

Une douleur au moindre mouvement

Le patient prend une attitude crispée et caractéristique. Par réflexe antidouleur, il bloque son bras, collé au corps, le coude plié.

QUELS EXAMENS MÉDICAUX POUR SAVOIR SI SON ÉPAULE EST CASSÉE ?

Une radiographie de l'épaule permet de poser le diagnostic de fracture très rapidement.



Le scanner, qui donne une image plus précise de l'os, n'est utilisé que dans deux circonstances :

- en cas de doute, si l'image n'est pas significative à la radio ;
- en cas de fracture déplacée de l'épaule : « Dans ce cas, le scanner nous permet de caractériser la fracture et de décider s'il faut opérer ou pas. Si la décision d'opérer est prise, les images du scanner nous aident à choisir la meilleure technique chirurgicale, soit un traitement conservateur avec la pose d'une plaque ou d'un clou ; soit (mais c'est plus rare) la pose d'une prothèse d'épaule lorsque la fracture est complexe », précise le Dr Jacquot.

DANS QUELS CAS FAUT-IL OPÉRER UNE ÉPAULE FRACTURÉE ?

La décision se prend au cas par cas, en fonction de multiples facteurs.

Selon la gravité de la fracture
Une fracture ouverte de la clavicule nécessite toujours une intervention chirurgicale, pour éviter le risque d'infection.

Pour une fracture déplacée, l'opération est envisagée, mais elle n'est pas systématique.

Selon l'âge et l'état de santé du patient
Chez une personne âgée en mauvaise santé, l'opération chirurgicale peut engendrer des complications et, au final, n'apportera pas plus de bénéfice qu'une simple immobilisation de l'épaule.

Selon les activités professionnelles et sportives du patient

La décision ne sera pas toujours la même pour un joueur de tennis qui a besoin d'effectuer des mouvements amples, pour un maçon dont les épaules doivent être solides ou pour un retraité sédentaire. Dans tous les cas, il faut estimer les bénéfices espérés de l'opération et les mettre en balance avec les risques potentiels.

QUELLES SONT LES TECHNIQUES CHIRURGICALES ?

Lorsqu'il faut opérer une fracture de l'épaule, du matériel d'ostéosynthèse (plaque, vis, clous...) est posé pour que l'os soit correctement maintenu.

- Au niveau de la clavicule, la seule option est de poser une plaque métallique tenue par des vis.

- Au niveau de la tête de l'humérus, l'os va être réparé grâce à un «tuteur» interne ou externe. Le chirurgien a deux possibilités. Soit il pose une plaque externe, fixée avec des vis. Soit il insère un «clou», une grosse tige, à l'intérieur de l'humérus.

QUAND ELLE N'EST PAS OPÉRÉE, COMMENT IMMOBILISER L'ÉPAULE ?

Différents systèmes existent :

- Après une fracture de la clavicule, l'épaule est maintenue grâce à des «anneaux claviculaires», une sorte de sac à dos dont les bretelles obligent le patient à se tenir droit, les épaules en arrière.

- Après une fracture de la tête de l'humérus, le bras est porté en écharpe.

Pour bien consolider, l'épaule doit être protégée pendant six semaines, mais une rééducation douce, sous le contrôle d'un kinésithérapeute, peut commencer dès la troisième semaine.

Très progressivement, le patient peut lever le bras. Pour une fracture de la tête de l'humérus, il peut monter au-dessus de l'horizontale, dès le début de la rééducation, si le mouvement n'est pas douloureux.

Dans tous les cas, pour que l'os ait retrouvé toute sa solidité, il faut compter 6 mois à un an.

COMMENT DORMIR AVEC UN BRAS EN ÉCHARPE ?

Il faut, avant tout, éviter d'appuyer sur l'épaule. Pour cela, il est conseillé à ses patients de dormir en position semi-assise et de caler un coussin derrière le coude pour l'empêcher de reculer. De cette façon, l'épaule reste bien en place.

QUELS RISQUES DE SÉQUELLES À LONG TERME ?

Si cette rééducation n'est pas effectuée correctement, l'épaule peut conserver une certaine raideur, qu'elle ait été opérée ou pas.

Le risque d'arthrose est plus rare. Il ne concerne que les fractures complexes de la tête de l'humérus touchant l'articulation. C'est d'ailleurs un argument pour la pose d'une prothèse d'épaule.

Quelque 20 000 prothèses d'épaule sont posées chaque année en France, le plus souvent pour des problèmes d'arthrose ou une rupture complète des tendons de la coiffe des rotateurs. La fracture de l'épaule n'en représente qu'une petite partie.

Comment rééduquer son épaule après une fracture ?

La rééducation démarre doucement dès la troisième semaine d'immobilisation. Le kinésithérapeute va mobiliser l'épaule de façon passive (sans que le patient contracte ses muscles) afin d'entretenir la souplesse de l'articulation. Cette rééducation peut être suivie d'une phase de renforcement musculaire avec un kiné, un préparateur sportif ou des exercices d'auto-rééducation à domicile selon le profil du patient.

Il faut plus de trois mois d'entraînement musculaire avant d'envisager la reprise du sport ou d'un travail sollicitant l'épaule.

Soigner naturellement une tendinite

Quelle que soit sa localisation (épaule, coude, hanche...), une tendinite fait mal. Le traumatisme du tendon, qui est l'attache du muscle à l'articulation, se réveille à chaque mouvement, ce qui déclenche la douleur.

LE FROID, POUR CALMER LA DOULEUR DUE À LA TENDINITE

Pourquoi ça aide ? La tendinite se manifeste d'abord par une douleur, qui peut survenir après un effort répété ou une séance de sport (le fameux tennis elbow !), et devenir constante si on ne la traite pas bien.

MODE D'EMPLOI

- Appliquer le froid dès que l'on a mal, en utilisant par exemple une poche de petits pois surgelés ou un pack réutilisable à placer au congélateur (Actipoche, Nexcare, Merchurochrome...), pas directement sur la peau mais à travers un linge.

- Laisser poser au moins 10 à 15 minutes, mais retirer si la glace provoque une douleur, car il y a un risque de brûlure, et répéter trois à quatre fois par jour.

DES HUILES ESSENTIELLES, POUR RÉDUIRE L'INFLAMMATION AUTOUR DU TENDON

Pourquoi ça aide ? La lésion entraîne une réaction inflammatoire autour du tendon.

MODE D'EMPLOI

Diluer les HE à 30 %, soit 3 gouttes de mélange de HE dans 10 gouttes d'huile végétale, si possible de millepertuis, qui améliore la microcirculation et favorise la cicatrisation. Attention, ce dernier est photo-sensibilisant, ne pas exposer la zone au soleil pendant 24 heures !

Il faut masser dans le sens du tendon puis perpendiculairement, de manière ferme et tonique, pendant 2 à 3 minutes jusqu'à ce que la zone soit bien rouge. Mais cela doit rester supportable.

UN CATAPLASME D'ARGILE, EN CAS DE GONFLEMENT

Pourquoi ça aide ? L'argile verte a des propriétés anti-inflammatoires et décon-

gestives, donc un effet apaisant.

- Elle est intéressante quand la tendinite s'accompagne de chaleur, gonflement, rougeur... ou quand la douleur se réveille dès que l'on étire la zone touchée.

- Une bonne solution pour les tendinites du pouce, du poignet, du coude ou du genou, moins pratique pour l'épaule.

À utiliser par exemple en alternance avec le froid pour calmer la douleur aiguë des premiers jours.

MODE D'EMPLOI

- Le plus pratique est d'acheter de la pâte d'argile verte vendue en tube en pharmacie ou parapharmacie (Eona, Catiar, Argiletz).

À défaut, utiliser de l'argile verte en poudre ultra-ventilée et la mélanger progressivement avec de l'eau à température ambiante jusqu'à obtenir une pâte homogène.

- Appliquer une couche épaisse sur la zone concernée et recouvrir de film alimentaire en faisant deux ou trois tours,

sans trop serrer.

- Il faut garder le cataplasme une bonne heure, une fois par jour pendant au moins quatre à cinq jours d'affilée.

CHANGER SON ALIMENTATION, POUR TRAITER LE TERRAIN

Pourquoi ça aide ? L'acidité du terrain peut jouer sur le développement des tendinites :

MODE D'EMPLOI

- Cuisiner maison et manger un maximum de produits frais et de saison, notamment des fruits et légumes, ainsi que des oméga-3 dans les poissons et fruits secs.

- Attention aux produits transformés, trop gras ou trop sucrés, aux charcuteries et aux viandes grasses, et ne pas abuser des produits laitiers, qui apportent des toxines et acidifient l'organisme.

La douleur diminue dès trois semaines de changement de régime alimentaire.

HASSAN EL ANNABI

L'homme qui avait plusieurs cordes à son arc

De tous les artistes qu'il m'a été de rencontrer, feu Hassan ne ressemblait à nul autre tout en étant tous les autres... C'est ce qui fait et sa force et son originalité. Un immense artiste dont la grandeur se dissimulait si bien dans une simplicité peu commune... Portrait dans grande prétention que d'être un descriptif...

On ne sait trop sur quel angle prendre cet immense personnage tant on a le sentiment d'affronter un géant. Et géant il l'était sans conteste. Autant dans son port altier que la densité de son œuvre. Dans laquelle il se fondait et se confondait. Car tellement soucieux et respectueux de son art. Et sans doute s'isolait-il d'abord parce qu'ainsi était-il, ensuite quelque part mais on ne sait trop où, la créativité exige de l'artiste qu'il se détache de tout pour n'être qu'immersion recommencée dans son liquide amniotique. Il ressemblait étrangement au personnage de Meursault signé d'Albert Camus ou peut-être celui de Rousseau et ses rêveries d'un promeneur solitaire. Bônois et Annabi en même temps. Kabyle et Amazigh assumant son arabité dans ce registre classique qui lui seyait tant. Et dont il maîtrisait les moindres contours. Car lui a su s'enrichir autant de l'apport des prédécesseurs que du conservatoire qu'il fonda pour former une brillante génération. Feu Hamdi Benani par exemple lui doit beaucoup. Et le rappelait chaque fois que l'occasion lui était offerte de s'exprimer. Avant de s'autoproclamer cheikh incontournable après la disparition du maître... J'adorais autant cet homme si élégant, sobre, au verbe mesurée mais la passion de l'art chevillée à l'âme. Tout comme lui adorait cette cité balnéaire la si bien nommée coquette qui lui ouvrira grands ses bras parce que paraît-il Annaba sourit davantage aux "étrangers" qu'aux autochtones. 'AMMI HCEN que Dieu ait son âme avait



ce port majestueux qui imposait d'emblée le respect. Et nul besoin d'élever le ton pour cette "distante-attachante" personnalité à moins que ce ne soit au fond que cette réserve atavique propre aux gens bien nés. Il aimait si intensément Annaba qu'il s'est donné pour nom d'artiste Hassan el annabi c'est dire. Mais

comme il n'était pas du genre expansif et ou volubile il me fallait davantage sonder l'être que le paraître. Et avant d'entrer en propos avec ce personnage atypique qui dégageait un je ne sais quoi de volatile et mystique à la fois j'ai pris la précaution d'un nécessaire briefing auprès d'un de ses proches. Tout en réécoutant entre

autres le classique "ya moulat saq" hymne savoureux à la gente féminine et autre "Leftima" tout autant délicieux à consommer sans modération. Quel souffle vocal qui donne à l'octave ce ton si juste, si prégnant et envoûtant pour tout dire. J'en avais la chair de poule car les cordes vocales vibraient à l'unisson et en parfaite osmose avec le contenu sinon le substrat d'une mélodie contagieuse. Normal pour ce maître pardon maestro du verbe virevoltant et de l'acoustique sans fausses notes.

Il avait ce génie de parler à l'âme comme s'il parlait à un familier. Et comme il avait plusieurs cordes à son arc (il jouait de presque tous les instruments pratiquement) cela lui conférait cette dimension quasi surréaliste d'un chanteur bien dans son art. Aussi à l'aise dans le malouf Annabi que le medh eddini outre le chaabi "youm eldjmaa khardjou ryam" il surfait sur tous ces registres avec cette aisance naturelle d'un surdoué. Il rendra aussi un vibrant hommage à tous les awliya salihine de sa cité d'adoption dont il célébrera les multiples charmes et attraits comme s'il était exactement natif de cette ville qui en a fait un homme orchestre, une figure incontournable et emblématique s'il en est. Après un parcours fabuleux dont Bni Mhaffer cette autre "colline oubliée" se souviendra pour l'éternité de cet homme d'extraction modeste dont la diligence du conservatoire local des années durant a su et pu produire une pléiade d'artistes fiers d'avoir été ses élèves.

Amar Zentar

EXPOSITION DE KENZA DAUD «Mouftarissoun» : voyage dans un monde complexe

L'Artiste plasticienne Kenza Daoud invite les visiteurs de sa nouvelle exposition intitulée "Mouftarissoun" (prédateurs), organisée dans la galerie Bloom: The Art Factory, jusqu'au 12 juin, à un voyage fantastique dans un monde complexe. Les œuvres exposées dévoilent les secrets cachés de créatures submergées par les émotions, dans l'ombre de la lutte permanente du bien contre le mal. La plasticienne et sculptrice de 26 ans présente des œuvres créatives raffinées et esthétiques dont le pinceau artistique et professionnel de Kenza a su, avec brio, refléter la profondeur du message qu'elle voulait exprimer dans cette deuxième exposition de son jeune parcours artistique, après celle intitulée "Manbouthoun" (Parias), thème de son mémoire de soutenance.

L'artiste incite le visiteur de l'exposition à s'immiscer dans les profondeurs de l'Homme avec ses contrastes, ses contradictions et ses complexes qui surgissent subitement du fait de facteurs psychologiques. Le contemplateur des œuvres de Kenza qui expriment des



situations différentes peut se rendre compte qu'elle dépeint en réalité un seul et même homme dont les traits expriment différentes émotions ressenties par l'homme dans diverses situations telles la souffrance ou la peur de l'inconnu qui peuvent le transformer en un instant en véritable "prédateur". Et si l'on observe

bien, ces différentes émotions dépeintes ne sont que le reflet de l'artiste même.

Diplômée de l'Ecole régionale des Beaux Arts de Tipasa, cette jeune artiste est connue pour son sérieux et son professionnalisme qui lui ont valu sa réputation et une véritable crédibilité professionnelle.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le prix du livre en ligne

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda; a présenté, mercredi lors de la réunion du Gouvernement présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, deux projets de décrets exécutifs portant sur le prix du livre et la vente du livre en ligne, indique un communiqué des services du Premier ministre. Le premier projet de décret présenté par la ministre vise à garantir un prix unifié du livre et protéger le consommateur, car le grand public doit être informé du prix de vente du livre, a précisé la même source.

Bien que l'éditeur et l'importateur sont libres de fixer le prix, ces deux derniers s'engagent à informer le public de ce prix. L'éditeur est tenu d'afficher le prix sur la quatrième page de sa couverture, tandis que l'importateur doit afficher clairement le prix du livre importé conformément aux dispositions contenues dans ce projet de décret, ajoute la même source.

Lors de cette réunion, l'accent a été mis sur l'importance de clarifier la relation entre l'auteur, l'éditeur et le distributeur ainsi que l'encouragement de l'écriture et la traduction, car l'Algérie a fortement besoin d'opérer le changement escompté compte tenu de la situation actuelle du marché du livre.

Le deuxième projet de texte a trait à la vente du livre en ligne, ce type de vente constituant un autre moyen de commercialisation du livre. La généralisation de cette procédure devra renforcer l'opération de distribution du livre en Algérie aussi bien en format papier que numérique. Ce texte vise à adapter le Code du Commerce électronique de 2018 à la loi relative aux activités et au marché du livre de 2015 en vue de protéger les éditeurs des opérations de piratage et de falsification. Des projets de décrets exécutifs et des exposés intéressant les secteurs de de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, de l'Energie et des Mines, de la Culture et des Arts, des Affaires étrangères, de la Numérisation et des Statistiques ont été examinés par le Gouvernement lors de cette réunion.

BELMADI, APRÈS ALGÉRIE-MAURITANIE (4-1) «Je ne crois qu'en la victoire»

Belmadi est ravi des grands débuts d'Ahmed Touba, titularisé pour la première, au même titre qu'Abdelkader Bedrane.

Nouvelle promenade de santé et démonstration de force pour la sélection algérienne de football, large vainqueur (4-1), jeudi soir à Tchaker, face à la Mauritanie, avec une équipe fortement chamboulée. "Avec une équipe remaniée, avec des joueurs qui rejoignent la sélection et d'autres qui reviennent et qui n'ont pas joué depuis très longtemps, on n'a pas été mis en danger, mis à part ce but qu'on aurait pu éviter.

On a eu la possibilité de marquer d'autres buts encore. Je suis très content de la prestation des joueurs. Notamment des nouveaux", a déclaré en conférence de presse le sélectionneur national Djamel Belmadi qui rassure sur l'état de santé du revenant Youcef Atal. "On a été inquiet, mais son genou n'a pas été touché. C'est l'impact qu'il a eu à sa chute qui lui a fait mal. Même s'il a été quelque peu handicapé en seconde période, il ne voulait pas sortir. Il a tenu à terminer le match. Je suis content de sa prestation", dira Belmadi, ravi des grands débuts d'Ahmed Touba, titularisé pour la première, au même titre qu'Abdelkader Bedrane.

"TRÈS CONTENT DE LA PRESTATION DE TOUBA"

"On a aligné une défense new-look avec la première titularisation de Touba, et de Bedrane avec les A. Bedrane est un professionnel. Les deux joueurs n'ont jamais joué ensemble, mais notre défense n'a pas été inquiétée. Ce sont des joueurs réceptifs, attentifs à tout ce qu'on leur donne. Ça fait gagner du temps. Je suis très content de la prestation de Touba. Il est



même à l'origine d'un des buts. Il a fait le travail qu'on attendait de lui. C'est de bon augure pour la suite. Il aura d'autres possibilités pour se montrer. C'est un joueur qui a fait le travail, au même titre que plusieurs de ses camarades", précise le driver des Verts, qui s'enflamme pour Sofiane Feghouli, auteur d'un joli doublé, au moment où le onze national était en difficulté. Aligné dans un nouveau poste, celui de milieu relayeur, Feghouli qui a porté le brassard de capitaine en l'absence de Riyad Mahrez, a été décisif.

"FEGHOULI A FAIT UN GROS MATCH"

"Sofiane a fait un gros match, pas nécessairement à son meilleur poste. Il est au four et au moulin. Il n'est pas prêt d'arrêter à nous faire plaisir, avec toujours beaucoup de débauche d'énergie. Buteur aussi, le capitaine est à féliciter.

Chapeau pour lui et pour les joueurs qui ont démarré et ceux qui sont rentrés. On a beaucoup de possibilités pour le poste de meneur de jeu avec Ounas, Bou-

laya et Benrahma. J'ai plusieurs options, à moi de faire des choix. On a de la qualité, on a un groupe conséquent en qualité et en quantité", se réjouit le patron de l'EN, content aussi de cette parfaite entente entre les deux Oranais, Belaïli et Bounedjah.

"JE CHANGE BEAUCOUP, CAR LES JOUEURS LE MÉRITENT"

"Belaïli et Bounedjah s'entendent bien sur le terrain depuis longtemps. C'est une chose importante pour moi comme entraîneur pour l'équipe. Les entraîneurs recherchent ces automatismes, ces affinités notamment sur les joueurs offensifs. Belaïli et Bounedjah sont souvent à la base ou à l'origine de buts et de passes décisives", lance Belmadi, adepte du turnover. "Trop de changements comme ça peuvent perturber l'équipe, mais ce n'était pas le cas pour nous aujourd'hui, grâce à l'état d'esprit de nos joueurs qui sont très concentrés. Ils ont envie, ils sont attentifs à tout ce qu'on leur dit. Le groupe s'étoffe. C'est un problème auquel je

serai confronté, un problème de riches. Il n'y a pas beaucoup de sélections en Afrique qui changent d'équipe autant que nous. Mes compositions évoluent beaucoup, à chaque fois qu'on ait la possibilité. Je ne fais pas de cadeaux. Je sais qu'on a de la qualité, que les joueurs vont répondre présents. Je change beaucoup, car les joueurs le méritent", a-t-il expliqué.

"NOTRE PUBLIC NOUS MANQUE"

Par ailleurs, Belmadi et ses troupes regrettent l'absence des merveilleux fans de l'EN dans les travées de Tchaker. "Le public nous manque, il manque surtout aux joueurs qui ont à cœur de retrouver leurs supporters, de vivre des moments de joie, des fêtes, surtout avec ces résultats. Je leur dis qu'il ne faut pas les décevoir, car je sais qu'ils nous suivent sur le petit écran. Je ne crois qu'en la victoire. Je veux toujours gagner, donner du plaisir, marquer des buts et voir de belles séquences de jeu, c'est notre objectif", avoua le coach des Fennecs, avide de confirmer, dimanche à Tchaker face au Mali, et le 11 juin à Tunis face à la Tunisie. "Nos intentions de jeu et l'envie de gagner sont toujours les mêmes. Tous les matchs sont importants pour donner du temps de jeu à tout le monde, pour rectifier les choses qui ne vont pas, pour perfectionner les automatismes, mais aussi pour le classement CAF.

Il y a eu une planification, une réflexion sur l'ensemble des trois matchs. Généralement, je vais au bout de ce que je planifie, mais il peut y avoir des impondérables", lance Belmadi qui n'écarte pas la convocation d'un autre attaquant (Messaoudi de la JS Saoura), à la place d'Andy Delort, blessé. "On a pensé à l'arrivée d'un autre attaquant après la blessure de Delort. On peut à tout moment ramener un autre joueur. Messaoudi est performant dans notre championnat et fait partie d'une liste élargie. On est partagé", a-t-il conclu.

L. B.

INVINCIBILITÉ EN AFRIQUE

Les Verts dépassent les Egyptiens et s'approchent des Ivoiriens

La sélection algérienne, version Djamel Belmadi, a aligné, jeudi soir, un 25e match sans défaite, passant ainsi devant son homologue égyptienne, dont le record d'invincibilité était à 24 matchs sans revers dans les années 2000. Le record africain en matière d'invincibilité est toujours détenu par les Eléphants de la Côte d'Ivoire (26 matchs sans défaite) et nos champions d'Afrique tiennent à le pulvériser ce mois-ci, à l'occasion des deux autres matches amicaux contre le Mali (6 juin à Blida) et la Tunisie (11 juin à Tunis). Le



record mondial reste codétenu par le Brésil et l'Espagne, avec 35 matchs sans défaite. "On n'aime pas encaisser de buts et perdre. On travaille sur la concentration, c'est pour cette qu'on est sur cette série d'invincibilité", dira Belmadi en conférence de presse.

UNE VICTOIRE POUR LA PALESTINE

La FAF et l'EN ont tenu à faire un geste spécial en faveur de la Palestine, à l'occasion du match amical disputé jeudi soir au stade Mustapha Tchaker de Blida, face aux voisins mauritaniens. "Notre relation avec la Palestine est connue. On les aime, ils nous aiment. On avait organisé ça, les choses se font ensemble. C'est une idée de la Fédération. On est un seul peuple, on les soutient, on prie le Bon Dieu pour apporter des solutions pour eux et pour nous aussi", a révélé Belmadi. A noter que les noms des joueurs étaient floqués en arabe sur les maillots. Une première. Le drapeau palestinien était également sur les maillots portés par les Verts à l'échauffement.

L. B.

SCHALKE 04

Bentaleb : «La période la plus difficile de ma carrière»

Fin de l'aventure entre Schalke 04 et son milieu de terrain Nabil Bentaleb. Arrivé au terme de son contrat avec le club de la Ruhr, l'international algérien (35 sélections, 5 buts) s'est livré sur la chaîne de télévision allemande Sport 1. Le joueur en a profité pour livrer ses vérités sur sa saison compliquée entre mises à l'écart et propos racistes. « J'ai connu à Schalke ma période la plus difficile de ma carrière et j'espère connaître un nouveau chapitre prochainement. Je sais ce que je peux faire et malheureusement, j'ai toujours été le mouton noir dans l'histoire. À chaque problème, c'était moi, celui qui était accusé de briser l'ambiance, c'était moi, mais c'est totalement faux », a ainsi confié le milieu de terrain. Durant cet entretien, Nabil Bentaleb est également revenu sur sa deuxième suspension. Le milieu de terrain a en effet été mis à l'écart en novembre dernier, le même mois que celui de son anniversaire. Et ironie du sort, les deux événements datent du même jour. « C'était le jour de mon anniversaire. J'ai été convoqué au bureau de l'entraîneur et j'ai cru que j'allais recevoir un cadeau, mais on m'a dit que je serai suspendu ! J'en suis tombé à la renverse. Je n'oublierai jamais les mots de Schneider (ancien directeur sportif du club) qui m'avait dit « Je sais que nous ne te traitons pas de façon juste, Nabil, mais tu dois accepter notre décision », a ainsi raconté le natif de Lille. L'épisode de Schalke définitivement derrière lui, Nabil Bentaleb est désormais « focalisé à trouver un nouveau challenge ».

NATATION

Amel Melih qualifiée aux JO

Coup double pour la nageuse algérienne Amel Melih, qui signe un nouveau record d'Algérie sur 50m nage libre (25.36), un chrono qualificatif aux Jeux Olympiques de Tokyo. « Un rêve qui se réalise. Je n'en reviens toujours pas ! On a travaillé dur, très dur. Le chemin a été long, difficile, semé d'embûches, de difficultés en tout genre, parfois de doutes, mais on n'a jamais rien lâché et surtout, on n'a jamais perdu de vue notre objectif ! Le travail paye », a réagi Amel Melih sur sa page officielle sur Facebook.

R. S.

ARBITRAGE

Des arbitres égyptiens pour les matchs contre le Mali et la Tunisie

Les deux prochains matchs amicaux de la sélection algérienne face à ses homologues du Mali (6 juin à 20h45 à Tchaker) et de la Tunisie (11 juin à 20h30 à Tunis) seront également dirigés par des arbitres égyptiens. La rencontre contre le Mali sera officieusement dirigée par Ahmed Al-Ghandour, assisté de ses compatriotes Samir Gamal et Abdelfatah Hani et Nouredine Ibrahim (quatrième arbitre). Le derby maghrébin face aux Aigles de Carthage se jouera sous la direction de Mohamed Maârouf, assisté de Youssef Elbosaty, Samir Gamal, alors que le quatrième arbitre est le Tunisien Naïm Hosni.

R. S.

FC BARCELONE

Laporta s'explique sur Koeman

Pour rester au club, Koeman aurait consenti à une baisse de salaire, notamment.

Ronald Koeman poursuit finalement l'aventure ! Après de longues semaines d'incertitude, ponctuées par des déclarations en conférence de presse du technicien, la nouvelle a finalement été officialisée jeudi. Koeman sera donc bien l'entraîneur du Barça la saison prochaine, et Joan Laporta a tenu à dissiper certains doutes. "Koeman en sort renforcé. Il a un contrat en bonne et due forme. Nous avons poursuivi la collaboration et nous le sentons très motivé. Je vois le verre plein et avec beaucoup de force pour Koeman", explique le président du Barça dans des propos rapportés par Mundo Deportivo.

Pour rester au club, Ronald Koeman aurait consenti à une baisse de salaire, notamment. De quoi accélérer le mercato du Barça ? Il faut dire que celui-ci a déjà démarré sur les chapeaux de roues avec les arrivées libres de Sergio Agüero et Eric Garcia, tous les deux en fin de contrat à Manchester City. Et justement, un autre joueur devrait signer "librement" en Catalogne, et celui-ci est estampillé Koeman : Memphis Depay, en fin de bail à Lyon. Selon Fabrizio Romano, la direction pousse pour offrir l'attaquant à l'ancien sélectionneur des Pays-Bas. Un contrat de deux à trois ans lui a été proposé, et l'optimisme règne. Tout comme pour Georginio Wijnaldum, autre joueur passé sous les ordres de Koeman avec les Oranje, dont le transfert jusqu'en 2024 sera officialisé après sa visite médicale.

Après un parcours proche de la per-



fection pour le début des qualifications pour la Coupe du monde 2022 (trois victoires et un nul), l'Argentine a loupé l'occasion de transformer l'essai. Face au Chili à domicile, les partenaires de Lionel Messi ont été accrochés.

LA DÉCEVANTE SOIRÉE DE MESSI AVEC L'ARGENTINE

Alexis Sanchez a répondu à l'ouverture du score de la Pulga sur penalty pour obtenir le nul (1-1). Globalement, c'est une soirée frustrante que Messi a vécu sur la pelouse, ne parvenant pas à trouver l'ouverture dans le jeu, notamment en raison d'un excellent Claudio Bravo, son ancien partenaire au Barça. Et si la Pulga, après le match, a préféré positiver

sur le résultat, soulignant notamment que de nombreux nouveaux joueurs étaient présents, le numéro 10 du Barça avait en revanche un gros motif de déception. Car cette rencontre était la première de l'Argentine depuis le décès de Diego Maradona. Messi aurait donc aimé un autre résultat.

«C'était un match très spécial car c'était le premier sans Diego. Nous savons ce que l'équipe nationale signifiait pour lui, même s'il n'était pas dans le stade, il était toujours là. Nous voulions donner la victoire à Diego et représenter l'équipe nationale comme il l'a toujours fait, en laissant tout derrière nous, mais nous devons continuer dans cette voie», a déclaré Messi après le match.

PARIS SG

Donnarumma, la surprise

Les priorités du PSG pour le mercato estival sont connues. En plus de recruter un milieu de terrain relayeur et créatif afin de soulager Marco Verratti, le club de la capitale souhaite également enfin régler ses problèmes dans les couloirs. Pourtant, le premier renfort du PSG pourrait bien être un gardien de but. A en croire la presse italienne, Leonardo serait en effet en passe de boucler l'arrivée de Gianluigi Donnarumma. Keylor Navas a beau être l'une des principales satisfactions parisiennes depuis deux ans, le directeur sportif brésilien ne souhaite pas laisser passer l'occasion de réaliser un énorme coup : attirer gratuitement (ou presque...) l'un des meilleurs portiers du monde. En fin de contrat au Milan AC, l'international italien est en effet libre et le PSG n'aura donc qu'à payer l'énorme prime à la signature réclamée par Mino Raiola – estimée à quelque 20 millions d'euros de l'autre côté des Alpes – pour enrôler le jeune gardien. Avec un plan déjà bien précis en tête : prêter Gianluigi Donnarumma la saison prochaine en attendant la fin de règne de Keylor Navas, qui est pourtant sous contrat jusqu'en juin 2024. Grâce à la probable signature de Donnarumma, le PSG signerait le plus joli coup du marché aux joueurs libres.

Saúl Niguez convoité

L'une des priorités du Paris Saint-Germain cet été sera de se renforcer au milieu de terrain. Dans cette optique, le club de la capitale surveille la situation de Saúl Niguez (26 ans, 41 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison), selon Sky Sports. Sous contrat jusqu'en juin 2026, le milieu de terrain espagnol sort d'une saison décevante à l'Atletico Madrid, où il a perdu sa place dans le onze titulaire de Diego Simeone. Les Colchoneros ne ferment pas la porte à un départ du joueur cet été et ne se montreraient pas trop gourmands. En avril dernier, la presse espagnole évoquait un montant compris entre 30 et 50 millions d'euros, ainsi qu'un vif intérêt du Bayern Munich.

INTER MILAN

Un grand challenge pour Inzaghi

L'après-Conte débute à l'Inter Milan: après le départ de l'entraîneur qui a ramené les Nerazzurri au sommet du football italien, place à Simone Inzaghi, officiellement investi jeudi pour sa première expérience loin de la Lazio Rome, son club de toujours. Inzaghi a renoncé au dernier moment à une prolongation quasiment signée avec les Laziali pour relever un défi pas simple chez le nouveau champion d'Italie. Le jeune frère de Filippo Inzaghi va devoir reprendre en main l'effectif façonné depuis deux ans par Conte, avec probablement un ou deux éléments clé en moins: le propriétaire de l'Inter Milan, le groupe chinois Suning, a en effet besoin d'argent frais. Inzaghi débarque en Lombardie avec un contrat de deux ans, précise le club dans son communiqué officialisant cette arrivée, sans savoir exactement avec quels joueurs il pourra démarrer en août la défense du scudetto. Deux des plus belles pépites des Nerazzurri - l'ailier marocain Achraf Hakimi (22 ans), arrivé seulement il y a un an, et l'attaquant argentin Lautaro Martinez (23 ans) - sont parmi les plus convoités, appréciés pour le premier par le Paris SG et pour le second en Espagne. Le défenseur slovaque Milan Skriniar (26 ans) pourrait également rapporter beaucoup, même si les dirigeants de l'Inter ont assuré qu'ils limiteraient les départs des titulaires. Inzaghi, sans attendre sa nomination officielle, avait déjà pris les devants concernant Romelu Lukaku, l'atout numéro 1 de l'Inter, pour le rassurer sur les ambitions intéressées, connaissant la proximité de l'international belge avec Antonio Conte. «Je reste à l'Inter», a assuré mercredi «Big Rom» sur la chaîne belge VTMA 45 ans, Simone Inzaghi va découvrir un nouvel univers, lui qui n'a guère connu que la Lazio lors de ces deux dernières décennies, comme joueur puis comme entraîneur, chez les jeunes avant de prendre les rênes de l'équipe première en avril 2016. A lui désormais de rassurer les supporters nerazzurri (noirs et bleus) orphelins de Conte.

REAL MADRID

Mbappé, une priorité

Le Real Madrid n'aurait pas l'intention de faire de folies lors du prochain mercato estival et voudrait exclusivement se concentrer sur le dossier Kylian Mbappé du côté du PSG. Sous contrat jusqu'en 2022 avec le PSG, Mbappé discute d'une possible prolongation, mais le Real Madrid continue d'y croire dans ce dossier et prépare son offensive. Comme indiqué par Marca vendredi, le champion du monde 2018 est la grande priorité du club espagnol, qui ne compte pas faire de folies lors du prochain mercato estival. En raison de la crise du

Covid-19, Florentino Perez ne compte pas se lancer dans plusieurs dossiers et souhaiterait se concentrer exclusivement sur celui de Kylian Mbappé, érigé en interne comme la « seule » et « grande » priorité de l'été. Encore faut-il que le PSG accepte de se séparer de lui et d'entamer des négociations.

CEBALLOS ET ODEGAARD DE RETOUR

Arsenal a officialisé jeudi le départ de Dani Ceballos et Martin Odegaard, prêtés par le Real Madrid qui les récu-

père. Le milieu de terrain espagnol avait rejoint les Gunners durant l'été 2019. Sous contrat jusqu'en juin 2023 avec la Maison Blanche, le footballeur de 24 ans aura disputé 40 matchs toutes compétitions confondues durant la saison 2020-2021, pour 25 rencontres de Premier League. De son côté, le milieu de terrain offensif norvégien était arrivé en janvier dernier du côté de l'Emirates Stadium. Le joueur de 22 ans aura pris part à 20 matchs et marqué 2 buts. Le bail du natif de Drammen expire en juin 2023 avec les Merengue.

BRÉSIL

Neymar malmené !

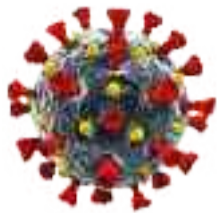
Neymar n'est pas passé loin de la catastrophe, jeudi, à l'arrivée de la délégation brésilienne dans un hôtel de Porto Allegre. La faute à un tacle pour le moins inattendu. Alors qu'il venait tout juste de descendre du bus, le n°10 brésilien a vu deux adolescents se précipiter sur lui. Après avoir brisé le cordon de sécurité, les deux fans ont fait fi des gestes barrière pour se jeter littéralement sur la star brésilienne. Tandis que l'un s'est vigoureusement agrippé à son bras pour immortaliser la scène à coup de selfies, l'autre, a glissé devant Neymar, venant le heurter aux jambes. La

sécurité, qui était en train d'évacuer un autre fan trop virulent, a mis du temps à dégager l'ancien Barcelonais, qui en a été quitte pour se retrouver en chaussettes. Visiblement choqué par ces débordements, Neymar boitait quelque peu au moment de pénétrer dans l'hôtel.

DU BOYCOTT DANS L'AIR

Réunis depuis une semaine, les hommes de Tite doivent affronter l'Equateur dans la nuit de vendredi à samedi dans le cadre des qualifications à la Coupe du monde 2022. La Seleçao enchaînera ensuite avec un

déplacement au Paraguay, mardi, avant de disputer la Copa America à partir du 13 juin. Un tournoi qui devait initialement se dérouler en Argentine et en Colombie mais qui se tiendra finalement au Brésil. Ce qui n'est d'ailleurs pas sans inquiéter les joueurs brésiliens, notamment ceux évoluant en Europe. Non pas en raison des débordements dont peuvent se rendre coupables les supporters brésiliens mais à cause de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19. A en croire une radio brésilienne, certains souhaiteraient même boycotter le tournoi.



PANDÉMIE DE COVID-19

385 nouveaux cas, 250 guérisons et 7 décès en 24h

POUR « ADHÉSION AU MOUVEMENT TERRORISTE RACHAD »

Quatre accusés incarcérés à Tébessa



La Chambre d'accusation près la cour de Tébessa, a prononcé, la semaine passée, une décision d'incarcération de quatre personnes pour «adhésion au mouvement Rachad», classé récemment comme organisation terroriste, car menaçant l'ordre public et la stabilité de l'Etat, et entretenant également des relations douteuses avec des parties étrangères, a indiqué jeudi le premier procureur général-adjoint près cette instance judiciaire, Seif Eddine Aoun. Au cours d'une conférence de presse animée au siège de la cour de justice de Tébessa, la même source a précisé qu'après achèvement de l'enquête enclenchée par les services de la section de recherches du groupement territorial de la Gendarmerie nationale basée sur des rapports sécuritaires confirmés, il s'est avéré

que les accusés Aziz Bekariya, Abderaouf Arslan, Redouane Hamidi et Azzedine Mansouri étaient «en relation avec le mouvement terroriste Rachad». Ces quatre personnes sont accusées «d'adhésion, soutien et financement du mouvement Rachad de diverses manières en plus d'accorder des interviews et de faire des interventions dans des médias étrangers, considérées comme étant une couverture médiatique au profit de cette organisation», a souligné la même source qui a fait état de diffusion de fausses informations et de l'utilisation des réseaux sociaux à cet effet. Le même intervenant a ajouté, en outre, que les accusés ont été poursuivis en tant que citoyens algériens indépendamment de leur statut social, précisant que Abderaouf Arslan qui exerce comme avocat, a suscité un élan de solidarité auprès de ses

confrères à l'échelle locale et nationale allant jusqu'à la tenue de mouvements de protestation. Les accusés ont bénéficié de toutes les garanties juridiques stipulées par la Constitution algérienne tout au long de l'enquête et du procès jusqu'à la décision de leur incarcération pour «adhésion et participation à une organisation terroriste» et «diffusion et propagation d'informations malveillantes susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique et à l'ordre public», a indiqué le même intervenant. Pour rappel, des avocats ont organisé mercredi dernier des rassemblements à travers plusieurs wilayas du pays pour exprimer leur mécontentement suite à l'incarcération de l'avocat Abderaouf Arslan, revendiquant «sa libération immédiate et inconditionnelle».

APS

ACCIDENT DE LA ROUTE À EL-KSEUR (BÉJAÏA)

2 morts et 17 blessés

Deux personnes sont mortes et 17 autres ont été blessées hier lors d'une collision frontale entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule de tourisme, survenu sur la RN 26 (Béjaïa-Bouira) à hauteur du lieu dit El-Khroub, relevant de la daïra d'El-Kseur, à 32 km à l'ouest de Béjaïa, a annoncé la Protection civile. Les deux personnes décédées à bord du véhicule léger ont péri sur le coup. Les blessés qui étaient à bord du bus souffrent de divers traumatismes, a précisé la même source. Parmi ces blessés, figurent 2 enfants, 9 femmes et six hommes, a-t-on fait savoir. Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour les évacuer vers la polyclinique d'El-Kseur. Les circonstances de l'accident n'ont pas été précisées. Une enquête, à cet effet, a été ouverte par la Gendarmerie nationale.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Six candidats en compétition pour cinq sièges

Six pays sont en compétition pour occuper cinq sièges au Conseil de sécurité dont les nouveaux membres seront élus le 11 juin courant à la faveur de la 75e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies. Il s'agit de l'Albanie, du Brésil, de la République Démocratique du Congo (RDC), du Gabon, du Ghana et des Emirats arabes. Les trois pays africains en lice se disputent deux sièges actuellement occupés par la Tunisie et le Niger. Les autres concernent les régions Asie-pacifique (un siège, actuellement occupé par le Vietnam), l'Amérique latine et les Caraïbes, (un siège actuellement occupé par Saint-Vincent et les Grenadines) et l'Europe de l'Est (un siège, actuellement détenu par l'Estonie). Concernant les pays africains, La RDC et le Gabon sont candidats de la sous-région Afrique centrale au moment où le Ghana est le candidat de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, ce qui suppose que la vraie compétition, entre can-

didats africains, est livrée entre les deux premiers. Le Tchad, également membre de la sous-région Afrique centrale avait retiré sa candidature le 4 mai dernier. Le processus de sélection et d'approbation des candidatures pour le Groupe africain s'est déroulé au sein des structures de l'Union africaine (UA). A la 38ème session ordinaire de l'organisation en février, le Conseil exécutif de l'UA a approuvé les candidatures du Gabon et du Ghana. Cependant, la RDC a mis en doute la validité de l'approbation de la candidature du Gabon par le Conseil exécutif. Le Gabon est devenu membre des Nations Unies après avoir obtenu son indépendance en 1960. Il a siégé trois fois au Conseil de sécurité (1978-1979, 1998-1999 et 2010-2011). Selon les autorités de ce pays, si le Gabon était élu au Conseil de sécurité sa priorité serait la résolution des crises et les conflits en Afrique, qui constituent une part importante des travaux du Conseil de sécurité.

Au fil du jour

Dans les plus hautes sphères du firmament ou dans le ventre d'une baleine

Par Rachid Ezziane

Il est plus qu'évident que seule la foi, la vraie, celle qui se désintéresse de toutes les jouissances matérielles, guérit le mal par la satisfaction de ce que Dieu nous a réservé. D'ailleurs le mot Ruqia, qui dérive du verbe « raqa », désigne, en arabe, l'élévation ou l'éminence. La Ruqia donc est une forme de transcendance pour s'affranchir des souillures morales ou physiques. Et de ce fait, elle est individuelle, comme l'est la prière et la ferveur. Il suffit en Islam de lire la Fatiha avec une grande ferveur pour espérer à la grâce d'Allah. Car en Islam il n'y a pas d'intermédiaire comme dans les autres religions. « Si Mes serviteurs t'interrogent sur Moi, Je suis tout proche : J'exauce l'invocation de celui qui M'invoque. Qu'ils répondent donc à mon appel et croient en Moi pour être bien dirigés. » [S/Al-Bakara/V186]. C'est tout simple. Et il y a encore meilleur si l'on veut atteindre la perfection ou El-Ihsane. « Adore Allah comme si tu le voyais et si tu ne le vois pas, certes Lui te voit », dit le Prophète (QSSSL) dans un hadith. Telle est la vraie foi. Celle-là même qui mène à l'excellence et la bienfaisance. Le reste n'est que course effrénée vers le profit et le charlatanisme... Revenons à notre monde où il faisait bon vivre il n'y a pas si longtemps. Aujourd'hui, et je ne sais quelles en sont les causes, le monde a troqué son charme d'antan avec un affairisme « modique » sans précédent. Des dizaines de boutiques « Raqi », venus d'un peu partout, et même, paraît-il, du Machrek arabe, offrent leurs services de Ruqia, en contrepartie d'un pécule toujours en hausse et même avec risque et péril. A mon humble avis, l'Algérie, pays carrefour, avec son patrimoine culturel et historique, mérite plus qu'une plaque tournante pour Raqi et consorts. Car on ne bâtit pas le prestige d'un pays sur un fonds de commerce, fut-il d'ordre religieux. D'ailleurs, la religion a toujours combattu ce charlatanisme depuis les premiers temps de l'Islam. Personnellement, et malgré cette folie irrationnelle, je garderai ma lucidité quoi que ça pourrait me coûter. Et l'Algérie restera cette terre où il peut faire bon vivre et en aucune manière ces pratiques ne pourront diminuer de l'importance de cette richesse patrimoniale, matérielle et immatérielle. Croisons nos doigts et prions pour que cette perspective d'avenir puisse faire oublier ces momentanées errances « chiromanciennes ». Et Dieu reconnaîtra les bons et les récompensera sans qu'ils aient à quémander une Ruqia de quelque gourou mal intentionné. Là où nous sommes, dans les plus hautes sphères du firmament ou dans le ventre d'une baleine, comme l'a été le prophète Younès, Dieu Entend et Ecoute sans préférence des uns et des autres. Dieu est Juste. Il est le Tout Miséricordieux. Le Très Miséricordieux...